

CLARTE

SOMMAIRE. — Editorial : Premiers symptômes, par « CLARTE ». — Etudes : Nouvelles positions impérialistes : L'Impérialisme fasciste. Comment s'est organisé l'Etat fasciste ; l'évolution impérialiste de l'Italie a été favorisée par le fascisme ; la politique agressive de l'impérialisme fasciste ; l'idéologie « romaine » du fascisme, par Marcel FOURRIER. — L'évolution du mouvement national révolutionnaire en Chine, par TCHANG. — Un pas vers la libération : L'évolution de la lutte des mineurs anglais ; la crise économique provoquée par la grève ; la marche du mouvement syndical ; les mineurs anglais et la III^e Internationale, par Pierre NAVILLE. — Raymond Lefebvre au Congrès socialiste de Strasbourg : Discours sur la défense nationale, prononcé le 27 février 1920. — Au lendemain de l'insurrection d'octobre : L'attitude contre-révolutionnaire des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks ; le sabotage de la révolution ; l'initiative des masses et les prodiges « d'organisation prolétarienne » ; la « vodka » arme de la réaction, par VICTOR-SERGE. — Chroniques : Le prix de l'esprit (suite et fin), par ARAGON. — L'Intelligence révolutionnaire, par Paul ELUARD. — Les livres : Souvenirs d'une révolutionnaire ; Histoire de Mussolini, par M. F. — Karl Marx : Sa vie, son œuvre, par P. N. — Les Communistes en 1796, par M. F. — Notes : Le croiseur « Potemkine », par L. A. — « 900 », revue fasciste, par L. A. — Encore les appels de l'Orient, par Jean MONTREVEL.



ABONNEMENTS	}	France.....	1 an : 35 fr.	6 mois : 20 fr.	3 mois : 12 fr.
		Etranger.....	1 an : 50 fr.	6 mois : 30 fr.	3 mois : 18 fr.

8, Boulevard de Vaugirard — Paris (15^e). — Chèque postal : 330-80.



La dernière photographie de la délégation française prise à Moscou en juillet-août 1920 : de gauche à droite : Louis Lepetit, Raymond Lefebvre, Marcel Vergéat. A côté de Vergéat, Rakowsky. On sait comment les trois Français parcoururent en auto, en quelques semaines, la Russie du Sud et l'Ukraine, au moment de l'invasion de la république des Soviets par l'armée polonaise, participant aux meetings organisés pour la levée en masse contre l'envahisseur blanc.



Autre photo prise à Moscou, à la même époque, représentant une immense manifestation de masses pour la défense de la Révolution. Sur la première pancarte, on peut lire : « Mort à l'ennemi... nous lèverons le glaive... contre la croix... vive le communisme... » Sur la seconde : « R. S. F. S. R., commune du travail. Soviet des députés ouvriers et soldats. II^e Rayon »; en haut et à gauche de la photo, on aperçoit directement un groupe de marins rouges.

EDITORIAL

Premiers Symptômes

Y a-t-il une crise du capitalisme mondial ?

Non, pas encore pour l'heure présente. Mais qu'une grave crise économique se prépare dans le monde capitaliste, c'est certain. Qu'il s'agisse des Etats de l'Europe centrale ou de ceux de l'Europe occidentale ; qu'il s'agisse même des Etats-Unis d'Amérique, les symptômes d'une prochaine crise apparaissent déjà.

La guerre européenne a déterminé des conditions tout à fait anormales de production et de circulation. Il s'est fait, sous forme de destructions, une consommation énorme de matières premières. Pour alimenter d'insatiables industries de guerre, toutes les sources de matières premières disponibles dans le monde ont été mises en exploitation sans tenir compte des prix de revient. Il s'en est suivi des déplacements invraisemblables des capitaux existants.

La guerre terminée et de nouveaux partages impérialistes ayant été opérés, les conditions de production et de circulation du monde capitaliste d'après-guerre se sont trouvées profondément modifiées aussi bien par rapport à la période de guerre, que par rapport à la période d'avant-guerre. Le phénomène le plus caractéristique qu'il importe d'enregistrer a été le déplacement de l'axe capitaliste du monde d'Europe vers l'Amérique, du bassin de l'Atlantique et de la Méditerranée vers le Pacifique. (En 1925 tandis que le volume du commerce mondial a dépassé d'environ 5 % celui d'avant guerre, le commerce européen a été inférieur de 10 % à celui de 1913). Ce déplacement a d'ailleurs été favorisé par les difficultés qu'ont éprouvées les Etats capitalistes européens à retrouver une certaine stabilité économique — du fait des antagonismes européens d'après-guerre et des conditions anormales de la production — par suite du déséquilibre des changes et de l'instabilité des devises européennes relativement à la livre et au dollar. D'autre part il est aussi important de rappeler que les Etats-Unis détenteurs de 59 % des réserves d'or du monde, sont devenus pays d'exportation de capitaux. Mais à l'heure actuelle il semble que la production européenne d'après guerre tende à se régulariser par suite d'un certain nombre d'accords réalisés entre les grandes industries de base des principaux Etats capitalistes de l'Europe continentale. Or le premier résultat de cette régularisation c'est une première crise économique européenne que l'on peut appeler crise de rationalisation. Cette crise pour certains pays comme actuellement la France se double aussi d'une crise de déflation.

C'est un point de vue élémentaire et simpliste que de ramener à un antagonisme Europe-Amérique, les antagonismes qui opposent les uns aux autres, à l'heure actuelle, les Etats impérialistes.

On peut déjà constater un certain nombre d'accords provisoires entre certains trusts européens (acier, potasse, électricité, etc.), dont le but est évidemment de mettre ces trusts dans des conditions rationnelles de production. Mais les antagonismes intercapitalistes européens sont loin d'être résolus : de nouveaux conflits se préparent évidemment au sein de l'Europe en dépit des alliances politiques temporaires et de l'idéologie locarnienne de la Société des Nations. Et aussi il y a l'U. R. S. S., qui non seulement représente le premier Etat prolétarien mais encore qui, sur le plan économique, s'engage résolument dans la voie de la production socialiste. Il faut enfin tenir compte de la modification importante de certains marchés par suite de l'éveil de l'Asie à la vie politique. L'Indonésie, la Chine ont de plus en plus tendance à contrôler nationalement des marchés jadis ouverts librement au commerce étranger. Il apparaît certain que la lutte continue plus âprement que jamais entre les grands Etats capitalistes pour la conquête des marchés pour l'appropriation des sources de matières premières, et cette lutte est d'autant plus âpre que certains marchés coloniaux se ferment, que les sources de matières premières ont des possesseurs et enfin que la classe ouvrière, appuyée sur l'Etat prolétarien d'U.R.S.S., prend conscience de plus en plus de son rôle révolutionnaire.

Ainsi donc tandis que le capitalisme américain trouve encore des possibilités de développement, grâce à sa richesse illimitée en matières premières, à l'organisation moderne de son industrie, aux débouchés que lui assure, dans le bassin du Pacifique, son capital financier, grâce aussi à la passivité d'un prolétariat corrompu dans ses sphères dirigeantes, qui participent aux super-bénéfices du patronat, les capitalismes européens se voient obligés de se mettre à la portion congrue, de se contenter des sources de matières premières et des débouchés dont ils sont encore les maîtres et de les disputer âprement. Le cartel du fer s'est constitué avant tout pour permettre aux industries lourdes françaises et allemandes d'accaparer les marchés dont l'Angleterre, par suite de la grève des mineurs, se trouvait incapable d'assurer l'approvisionnement. L'Italie conclut un traité avec la Roumanie qui lui assurera le contrôle des pétroles roumains, etc... Partout en Europe ca-

200

pitaliste il n'est plus question que de nouvelles spères d'influence, formation de trusts, contingentement, rationalisation. Mais si le capitalisme en est ainsi amené à réviser aussi sérieusement les bases de sa production tout en luttant avec acharnement pour conserver ses débouchés, la classe ouvrière, elle, est atteinte profondément. Ne pouvant plus participer au partage des superbénéfices qui n'existent plus, elle se trouve devant une situation de lutte de classe beaucoup plus nette. C'est en renforçant l'exploitation du prolétariat que le capitalisme compte trouver les possibilités de rétablir son économie menacée : en réduisant les salaires, en diminuant la main-d'œuvre, en augmentant le nombre d'heures de travail. C'est cela la rationalisation capitaliste. C'est pour « rationaliser » l'exploitation de ses mines de charbon que le patronat anglais a engagé avec ses 1.200.000 mineurs une lutte sans merci ; c'est pour « rationaliser » son industrie lourde que les trusts allemands ferment leurs usines non directement productives et licencient en masse leurs ouvriers ; c'est pour « rationaliser » aussi sa production que la France adopte la même politique, pratique la déflation massive et organise le chômage.

**

La crise économique qui se prépare en France s'annonce comme particulièrement grave. En effet, il faut tenir compte de ce fait que la classe ouvrière en France, depuis plusieurs décades et sauf quelques rares circonstances, n'a jamais eu à souffrir d'une crise économique d'une importance et d'une durée aussi grandes que celle qui s'annonce aujourd'hui.

En effet, par suite de son économie moyenne, mi-paysanne, mi-industrielle, par suite aussi de ses richesses en capitaux financiers, la France d'avant guerre a évité sans grands efforts les crises graves qu'ont connu d'autres pays, comme l'Allemagne ou les Etats-Unis, dont l'industrie a pris soudain une extension formidable. Mais depuis la guerre la situation est changée. D'une part la production agricole ne cesse de décroître (le déficit en blé pour 1926 se monte à 15 millions de quintaux de blé et pour parer à la pénurie du marché il faudra importer pour environ 3 milliards de francs de blés étrangers) ; d'autre part la production industrielle s'est augmentée dans des proportions considérables (la production sidérurgique par suite de l'annexion de la Lorraine peut doubler ses chiffres d'avant guerre) et il a fallu faire appel, pour les besoins de la production, à une abondante main-d'œuvre étrangère.

«... Depuis 1871, il y a eu une suspension dans la lutte révolutionnaire du prolétariat français ; pourtant cette interruption, si longue qu'elle ait été, n'exclut nullement la possibilité pour la France, dans la Révolution prolétarienne imminente, de se révéler à nouveau comme le pays classique de la lutte des classes jusqu'au bout. »

LENINE. « L'Etat et la révolution. » (Sept. 1917.)

Or jusqu'à cette dernière année, l'industrie lourde française a trouvé, par suite du déséquilibre économique d'après guerre et de sa position de pays vainqueur, des possibilités de consommation intérieure et d'exportation que favorisait d'ailleurs largement la dépréciation systématique du franc. Mais il est prouvé qu'une politique d'inflation ne peut être prolongée indéfiniment. Il arrive un moment où le contrôle de cette politique échappe aux organismes économiques du pays. La spéculation entre en jeu. La baisse devient catastrophique, amenant par la surabondance des achats étrangers une « perte de substance » qui ruine le marché intérieur.

Une telle rupture d'équilibre s'est produite en France précisément au début de cette année. Il faut alors pratiquer une politique inverse. Le bloc des gauches avait été l'instrument du capitalisme inflationniste. Poincaré fut l'homme de la déflation. Mais là encore le contrôle de la revalorisation n'a pas tardé à échapper au marché national. Bon gré mal gré, l'industrie lourde française doit s'acclimater à un nouveau régime que lui imposent en grande partie ses concurrentes européennes, qui ont décidé d'en finir avec le « dumping » français. A son tour, l'industrie française doit entrer dans la voie du contingentement, de la rationalisation, etc...

**

Les capitalistes français ont tout intérêt à essayer de briser rapidement la résistance de la classe ouvrière en prenant l'offensive. Il faut s'attendre à des « locks-out » de grande envergure, à des licenciements en masse, accompagnés de mesures politiques rigoureuses. Dans cette lutte, le capitalisme français dispose d'une docile main-d'œuvre « esclave » étrangère dont il n'hésitera pas à se faire une arme de combat contre sa propre classe ouvrière. Il dispose aussi d'une social-démocratie qui est particulièrement rompue à son rôle de trahison.

Pour elle, la classe ouvrière française a ses organisations syndicales, son parti communiste (il ne tient qu'à elle de rendre ces armes plus effectives), sa volonté de combattre, ses traditions révolutionnaires. Elle est la classe ascendante ; elle se trouve en face d'un ennemi ruiné par ses contradictions internes, menacé par ses adversaires de l'extérieur, vieilli, décadent.

Il est le passé. Elle est l'avenir : toutes les forces jeunes de la révolution seront avec elle.

CLARTE

Nouvelles positions impérialistes

L'Impérialisme fasciste

Comment s'est organisé l'Etat fasciste. — L'évolution impérialiste de l'Italie a été favorisée par le fascisme. — La politique agressive de l'impérialisme fasciste. — L'idéologie « romaine » du fascisme.

Les récents événements qui se sont déroulés en Italie, ont ramené l'attention des révolutionnaires français sur le fascisme italien (1).

Or, il apparaît de la façon la plus évidente que l'antagonisme qui dresse l'un contre l'autre l'impérialisme italien et l'impérialisme français, entre, aujourd'hui, dans une période particulièrement grave.

Nous ne retracerons pas ici les données élémentaires d'ordre politique qui déterminent ce conflit. La presse quotidienne, qu'exaspère le sentiment national, se charge bien elle-même de situer le débat politique sur son terrain impérialiste.

Mais il est certains traits sous lesquels il importe de bien faire apparaître l'impérialisme fasciste, parce que ces traits suffisent à lui donner une figure qui lui est très particulière. Dans une Europe où le capitalisme se pare volontiers, dans tous les grands Etats, de couleurs libérales, l'Italie fasciste est le seul qui ait instauré un régime de dictature non dissimulé sous les aspects aimables d'une démocratie parlementaire. Le fascisme a restauré, en lui donnant un caractère dictatorial, le pouvoir de l'Etat ; il en a centralisé tous les rouages sous l'autorité d'un même homme : Mussolini.

L'ETAT FASCISTE, ETAT D'EXCEPTION

En vérité, ce phénomène de renforcement à outrance de la machine d'Etat est nécessité par les besoins absolus de l'impérialisme italien. Tard venu dans le partage des domaines coloniaux, n'ayant recueilli de la guerre de 1914 que de maigres conquêtes, l'impérialisme italien, pour se développer en face des autres puissances, a besoin d'être solidement installé sur des bases

(1) Nous engageons nos lecteurs à se reporter également à l'article paru dans le numéro 61 (27 nov.) des Cahiers du Bolchevisme : « Le parti communiste devant le conflit franco-italien », article rédigé d'après les notes de Doriot, lors du remarquable exposé qu'il fit le 9 novembre dernier devant une Assemblée d'information des militants de la région parisienne.

nationales. Ces bases, le régime fasciste les lui donne !

Comment s'est constitué l'Etat fasciste ?

Le fascisme est apparu en Italie dans une période de troubles sociaux.

En face du prolétariat, l'Etat bourgeois apparaissait particulièrement faible. Ses organismes de répression réguliers : armée, police, tribunaux, plus ou moins décomposés, semblaient impuissants à s'opposer à la poussée révolutionnaire des masses. Le fascisme se présente alors comme une organisation extraordinaire de sauvegarde de régime. En dehors des pouvoirs réguliers de l'Etat, de la manière la plus illégale, le fascisme, payé, armé par la fraction la plus résistante du capitalisme italien, agit directement et par la violence contre la classe ouvrière. Mussolini et ses chemises noires ayant brisé les organisations du prolétariat, et préservé la bourgeoisie italienne de la révolution, pouvaient prétendre exercer sur l'Italie entière un pouvoir dictatorial. A ce pouvoir, il ne manquait que la consécration officielle « légale », si l'on peut dire. Mais, déjà, l'Etat bourgeois qui n'avait survécu que grâce au fascisme, n'existait plus. Il ne pouvait sérieusement s'opposer à un coup d'Etat fasciste, et lorsque Mussolini décida la marche sur Rome, le pouvoir officiel s'empressa de disparaître pour faire place au pouvoir fasciste. L'Etat fasciste était né.

Historiquement, la substitution d'un pouvoir d'exception à un pouvoir régulier, exercé par l'Etat bourgeois, n'est pas un événement sans précédents. Dans une certaine mesure, il est parfaitement possible de rapprocher le coup d'Etat fasciste de Mussolini, du coup d'Etat du 2 Décembre 1851 de Louis-Napoléon Bonaparte.

Que représentait, historiquement, le 2 Décembre ?

Un coup de main tendant à asseoir un pouvoir personnel en profitant d'une sorte d'équilibre provisoire entre les forces antagonistes en présence : bourgeoisie, prolétariat.

« L'Empire, a écrit Marx (La Guerre civile en France), était, en réalité, la seule forme de gou-

vernement possible à un moment où la bourgeoisie avait perdu la faculté de gouverner la nation et où la classe des travailleurs ne l'avait pas encore acquise. »

N'est-ce pas ce même phénomène que nous avons vu se produire en Italie avec Mussolini et le fascisme ?

Quel fut, d'autre part, étant donné cet état d'équilibre provisoire entre les classes antagonistes, la politique du second Empire ?

Marx écrit encore à ce sujet : « Il (l'Empire) se targuait de sauver les classes possédantes en affermissant leur suprématie économique sur la classe ouvrière... il se targuait de sauver la classe ouvrière en supprimant le parlementarisme et, avec lui, la soumission ostensible du gouvernement aux classes possédantes... et, finalement, il se targuait de réaliser l'union de toutes les classes en faisant revivre pour toutes la chimère de la gloire nationale... il fut acclamé dans le monde entier comme le sauveur de la société... »

Ces remarques de Marx peuvent aussi parfaitement être appliquées au fascisme : mêmes promesses aux classes possédantes ; même démagogie auprès de la classe ouvrière ; même politique d'exaspération du sentiment national.

Certes, c'est par des moyens assez différents de ceux dont pouvait disposer Louis-Napoléon Bonaparte, que Mussolini s'est installé au pouvoir. De même, on ne peut mettre en parallèle, d'une façon absolue, l'évolution du second Empire et l'évolution du fascisme. Mais ce qui reste historiquement vrai, c'est que la situation politique, économique et sociale de l'Italie, conduit le régime fasciste de plus en plus vers un régime d'exception, qui fut déjà celui du second Empire. Ce régime d'exception consiste en ce fait, que l'Etat fasciste n'est pas, à proprement parler, l'expression parfaite (comme c'est le cas pour la France, l'Allemagne, l'Angleterre et, en général, pour la plupart des Etats des grandes nations capitalistes) de la classe économiquement dominante qui, grâce à lui, devient également la classe politiquement dominante.

Il semble que l'on puisse faire entrer l'Etat fasciste dans un des cas exceptionnels prévus par Engels : « Par exception, il y a pourtant des périodes où les classes en lutte atteignent un équilibre de forces dans lequel le pouvoir public acquiert, pour un moment, une certaine indépendance à l'égard des deux classes et devient comme une espèce d'arbitre entre elles. — « l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat. »

On sait que Lénine, commentant ce passage célèbre d'Engels, écrivait dans « l'Etat et la Révolution » : « Tels étaient la monarchie absolue des dix-septième et dix-huitième siècles, le bo-

napartisme du premier et du second Empire, Bismarck en Allemagne. »

Donc il peut exister dans certaines circonstances, et pour un certain temps, des Etats d'exception. L'Etat fasciste est-il un Etat d'exception, comme l'a été le second Empire, par exemple, avec lequel il offre, nous l'avons vu, certaines analogies ?

Historiquement, il est d'une très grande importance de déterminer le caractère particulier de l'Etat fasciste. En effet, la lutte des classes et l'évolution de la lutte des classes ne permet pas à un Etat d'exception de subsister sous la forme d'un pouvoir personnel. L'Etat, ne l'oublions pas, en régime capitaliste, est toujours l'expression de la dictature de la classe bourgeoise. Un Etat d'exception, tel que l'Etat fasciste doit forcément disparaître ou se transformer.

Nul doute à cet égard que l'Etat fasciste n'ait déjà subi un certain nombre de transformations. Mussolini lui-même a toujours été sollicité par deux politiques contradictoires : normalisation du régime au détriment de son pouvoir personnel ; élargissement de son pouvoir personnel par le renforcement de la dictature de parti sur l'appareil d'Etat. C'est cette dernière politique qui semble actuellement l'emporter.

Le fascisme représente dans l'Etat la dictature d'un parti, et, finalement, d'un homme, Mussolini, sur toutes les classes de la société.

Mussolini est un chef de parti qui, par un coup de main habile, par des circonstances politiques déterminées, s'est emparé du pouvoir central. Maître de ce pouvoir, il s'y est consolidé, en faisant de son parti le maître de tous les rouages de l'Etat. Le contrôle fasciste s'exerce partout, dans les administrations nationales comme dans les industries privées. A côté de chaque municipalité il y a un Fascio, à côté de tout conseil provincial une Fédération fasciste, à côté du conseil des ministres, un grand directoire fasciste... et l'initiative vient toujours de l'organisme fasciste. Mais, peu à peu, le fascisme pénètre plus profondément l'appareil d'Etat :

Le gouvernement fasciste a licencié 54.260 employés des services publics, considérés comme suspects de tiédeur à l'égard du nouveau régime. Il les a remplacés par 33.150 employés fascistes. La même loi qui a aboli les administrations municipales électives et non payées dans les communes de moins de 5.000 habitants, a créé, pour les remplacer, 7.300 podesta ou commissaires fascistes appointés. Les préfets sont également de hauts dignitaires du parti fasciste.

L'armée est subordonnée dans tous les cas à la milice fasciste, qui compte plus de 300.000 hommes, dont une moitié au moins mobilisée.

La police est exercée par cette même milice. Ce sont les miliciens fascistes qui accompagnent le percepteur dans ses tournées et qui se chargent de bâtonner les contribuables récalcitrants.

Le parti fasciste est entièrement maître des finances de l'Etat, qu'il gère en l'absence de tout contrôle réel du budget. Il se montre d'une folle prodigalité et, là encore, il n'est pas sans intérêt de rapprocher le régime mussolinien du régime bonapartiste.

Marx écrivait : « ... La parade effrontée d'un luxe somptueux, faux et avilissant, ne fit que mieux ressortir la misère de la masse. Le pouvoir de l'Etat; tout en ayant l'air de planer bien haut au-dessus de la société, était lui-même le plus grand scandale de cette société et le foyer de toutes ses corruptions. »

Or, il n'est pas sans intérêt de mettre en regard de cette citation le témoignage d'un journaliste éminemment bourgeois, M. Naudeau, admirateur du fascisme, qui vient de publier dans l'Illustration une enquête sur « l'Italie Nouvelle ».

« Mais, avant tout, c'est l'ampleur des dépenses somptuaires qui est vraiment surprenante. Là dessus, il n'y a qu'un cri ! Dans toutes les branches de l'activité sociale où son prestige est directement intéressé, le gouvernement fasciste se comporte avec magnificence : il sème l'argent à pleines mains... Partout on construit, on « haussmanise »... On refait des champs de course, on subventionne des villes, des Sociétés sportives ou des entreprises dramatiques comme celle de Pirandello... Le gouvernement fasciste se comporte en grand seigneur comme s'il y avait dans les caves de ses ministères des mines d'or... »

Cependant qu'étudiant la situation générale du peuple italien, il est obligé de constater : « ... Le peuple italien doit se contenter de vivre dans des conditions de parcimonie, auxquelles, sans contredit, sa traditionnelle sobriété l'a préparé, mais qu'il lui serait difficile de réduire encore... Considéré sur l'ensemble du territoire, la population italienne végète sur un plan que nous jugerions tout à fait inférieur et inacceptable. »

L'IMPERIALISME FASCISTE

Dépeignant la situation de la bourgeoisie française sous le second Empire, Marx écrivait encore : « La société bourgeoise, libre de tout souci politique, atteignit un développement auquel elle ne s'attendait pas elle-même. Son industrie et son commerce prirent des dimensions colossales. »

Or, il est bien évident que rien ne permet d'assigner à la bourgeoisie italienne sous le régime fasciste de telles perspectives. Pourquoi ? Parce que les conditions de l'économie mondiale, l'évo-

lution même du capitalisme dans le monde, ne permettent pas à l'Italie fasciste de réaliser intérieurement et extérieurement les conditions nécessaires pour un tel développement. Le second Empire est apparu en France au début de l'ère impérialiste. Sa politique de force et de prestige ont donné l'impulsion nécessaire aux visées ambitieuses de l'impérialisme français naissant. Rien ne limitait, rien n'entravait extérieurement les progrès de l'industrie et du commerce français.

Toute autre se présente, à l'heure actuelle, la situation de l'Italie. Certes, il est incontestable que le fascisme assure au capitalisme italien des conditions d'existence intérieures qui le favorisent grandement. D'abord le fascisme a établi sur la classe ouvrière un régime de dictature qui ne se rencontre nulle part ailleurs dans les pays à constitutions démocratiques. Il a suffi d'un simple décret du *duce* pour porter à 9 heures la durée légale de la journée de travail. Toutes les libertés ouvrières se trouvent pratiquement abolies. Aucune grève n'est tolérée. Enfin, les salaires sont bien inférieurs à ce qu'ils sont dans les autres pays. Autant de conditions favorables donc pour la production à bon marché.

D'autre part, l'industrie italienne est soutenue par le gouvernement au moyen de commandes de l'Etat, et de subventions considérables. Quant au régime douanier, il est, bien entendu, étroitement protectionniste.

Mais, à l'heure actuelle, il ne suffit plus au capitalisme d'un pays de réaliser les conditions les meilleures de son propre développement à l'intérieur du pays. Il se trouve étroitement déterminé par la situation du marché mondial. Il doit s'assurer des sources de matières premières, des marchés extérieurs, etc... Or, à ce point de vue, la situation du capitalisme italien reste très précaire. L'industrie italienne est étroitement tributaire de l'Europe pour les matières premières (2). Ce n'est pas une industrie de base : c'est

(2) La presque totalité du minerai de fer italien est extraite des gisements de l'île d'Elbe, qui sont propriété de l'Etat. Mais ces gisements ne peuvent, sous peine d'être épuisés avant vingt ans, être exploités qu'à raison de 300.000 tonnes par an. Néanmoins, Mussolini a donné licence à la Société Elba, concessionnaire, d'exploiter à raison de 800.000 tonnes par an. Les gisements de Valdogne donnent environ 50.000 tonnes et ceux de la Neura (Sardaigne), 50.000.

En ce qui concerne le charbon, l'Italie a une production nulle. Les stocks de houille sont presque épuisés, par suite du ralentissement des achats pendant l'été et de la continuation de la grève minière qui contraint l'Angleterre à acheter largement sur les marchés continentaux. Les industriels ont proposé au gouvernement de reconstituer, dans le plus bref délai, une réserve de 10 millions de tonnes de houille, équivalente à la consommation annuelle. Des pourpar-

une industrie de transformation. Malgré les conditions favorables (au point de vue capitaliste) de la production intérieure, l'industrie italienne ne peut concurrencer avec succès ses rivales européennes dont elle dépend. Plus particulièrement, la constitution de cartels internationaux, comme le récent cartel de l'acier, rend l'Italie entièrement tributaire du capitalisme étranger. Enfin, tard venue dans le partage des colonies, n'ayant tiré aucun avantage territorial certain de la guerre de 1914, l'Italie ne dispose d'aucun marché extérieur pour écouler ses produits. Or, étant donné le bas niveau d'existence du peuple italien, les capacités d'absorption du marché intérieur sont elles-mêmes très réduites.

Les conséquences d'un tel état de choses, c'est que le capitalisme italien connaît une situation économique qui ne cesse de s'aggraver. Le chômage s'accroît ; le chiffre des exportations diminue ; on compte déjà de nombreuses faillites.

Cette situation s'est encore aggravée par suite de la politique de déflation du gouvernement et de l'amélioration du cours de la lire. D'autre part, à la suite de la grève des mineurs anglais, de fortes augmentations de prix se sont produites sur le marché mondial ; l'industrie italienne a fortement souffert de cet état de choses. Le déficit de la balance commerciale de l'Italie a atteint 7.882 millions de lire pour 1925 ; d'après les évaluations récentes, il dépassera 10 milliards pour 1926.

La situation de l'agriculture est loin d'être favorable. Les grandiloquentes déclarations de Mussolini sur la « bataille du blé » ne changent rien à la rigueur des chiffres. La récolte de 1926 est déficitaire relativement à celle de l'année 1925 (55,9 millions de quintaux de blé en 1926 contre 65,6 en 1925).

L'économie italienne se trouve donc à la veille d'une crise. Cette crise est reconnue d'ailleurs

lers sont en cours avec le cartel allemand du charbon. Les recherches minières et les transformations techniques en cours dans l'industrie ne sont pas encore à même de permettre aux combustibles pauvres italiens de fournir à la production sidérurgique un appoint notable.

En ce qui concerne la sidérurgie, voici sa situation : Le nouveau programme de production sidérurgique prévoit, cette année, la mise en activité simultanée et permanente des 12 hauts fourneaux à coke possédés par l'industrie italienne, à savoir : les 3 de Piombino et les 3 de Porto-Ferraio, de la Société *Iva*, et les 3 de Servola, des *Acieries de la Vénétie Julienne*. L'*Ansaldo-Cogne* fait construire en ce moment, par un groupe franco-belge 2 nouveaux hauts fourneaux, qui devront utiliser les gisements d'antracite du Val d'Aoste.

Comme on voit, l'effort de l'industrie italienne, pour s'assurer des bases sidérurgiques, est loin d'être négligeable.

par les dirigeants fascistes. C'est ainsi que, récemment, M. Grandi, sous-secrétaire d'État à la présidence, et homme de confiance de Mussolini, faisait, à un représentant de l'Associated Press, les déclarations suivantes : « *Nous allons au devant d'une crise dangereuse ; nous espérons qu'elle sera momentanée. Nous aurons probablement pendant six mois un chômage oscillant entre 500.000 et 1.000.000 d'ouvriers. De même le nombre des faillites augmentera.* »

Un des symptômes les plus évidents de la crise, c'est la raréfaction du capital argent. Les banques prêtent à un taux d'escompte très élevé. Les plus grandes entreprises industrielles sont gênées quand il leur faut opérer des versements importants en numéraire. Non seulement l'argent est cher, mais encore il est rare.

Mais, d'autre part, la crise actuelle est d'autant plus grave pour la stabilité du régime, qu'elle se produit après un effort considérable du capitalisme italien, non seulement pour reconstituer son économie d'avant guerre, mais encore pour lui donner des bases nouvelles et des possibilités de développement dans l'avenir. Or, dans cette voie, l'État fasciste s'est engagé à fond. Pour stabiliser la lire, Mussolini s'est placé lui-même sous le contrôle de la finance anglo-saxonne. L'accord Volpi, conclu entre l'Italie et les États-Unis pour le règlement des dettes de guerre, consacre d'une façon définitive l'hégémonie du capital américain en Italie : La créance des États-Unis sur l'Italie, convertie en lire, est estimée à un cinquième de la richesse totale de l'Italie et la créance totale des Anglo-Saxons, après le règlement de la dette britannique, s'élève à près de la moitié de ces richesses.

L'Italie a remis aux États-Unis 72 bons d'État correspondant pour le montant, la date et le taux d'intérêt aux 72 échéances prévues par l'accord. Ces bons, représentant une valeur totale de 2.042 millions de dollars (au cours actuel de la lire stabilisée, environ 52 milliards de liras), payables au pair. Mais les États-Unis peuvent à tout moment, et pour un montant qui peut atteindre la totalité de la créance, mettre en demeure le gouvernement italien d'échanger ces bons d'État contre des obligations en liras, à émettre dans le public, en Italie ou en n'importe quel autre pays. Ces obligations, si elles n'étaient pas rachetées par le gouvernement italien pour le compte de l'État, pourraient être directement négociées dans les Bourses désignées par la trésorerie américaine.

Un tel accord assure donc aux États-Unis le contrôle financier de l'Italie. Il est, en effet, possible aux États-Unis d'inonder du jour au lendemain tous les marchés du monde avec des devises italiennes réalisées par la négociation de ces

bons-obligatoires. Le capital américain est donc susceptible de jouer un rôle tout à fait important, sinon primordial, dans la vie économique de l'Italie. Et ce n'est pas seulement l'État italien qui se trouve ainsi placé sous la dépendance étroite de la finance américaine, mais encore l'industrie privée, qui, pour un certain nombre des grandes entreprises, se trouve aussi sous le contrôle des banques anglo-saxonnes auprès desquelles elles ont négocié, ces temps derniers, d'importants emprunts.

En définitive, l'industrie italienne se trouve actuellement contrôlée plus ou moins étroitement par le capital financier anglo-saxon. Elle ne peut prétendre se libérer de ce contrôle qu'à la condition de trouver d'ici peu des possibilités d'expansion telles qu'elle puisse doubler ou même tripler sa production. Or, il est certain qu'à ce point de vue l'industrie italienne a accompli des progrès considérables : son industrie électrique a triplé sa production en trois années. Son industrie mécanique a doublé. L'activité de ses chantiers de construction est cinq fois plus grande qu'avant guerre. L'industrie textile a accompli des progrès considérables (en 1925, l'Italie a vendu sur le marché mondial plus de 700.000 quintaux de cotonnades).

Or, une telle expansion, l'Italie ne peut la trouver qu'en s'engageant dans la voie d'un impérialisme agressif. D'autre part, le régime fasciste et le pouvoir personnel de Mussolini ne peuvent se maintenir que s'ils s'avèrent capables d'assurer au capitalisme italien cette même prospérité que le bonapartisme et le bismarckisme avaient assurés, l'un au capitalisme français d'après 1850, l'autre au capitalisme allemand d'après 1871.

LA POLITIQUE DE GUERRE DU FASCISME

Le fascisme doit donc obligatoirement tendre vers une politique impérialiste, et cette politique ne peut qu'être agressive.

Pourquoi ? Mais parce que le partage des sources de matières premières avoisinant l'Italie et des débouchés, est maintenant opéré. Il faut donc que le fascisme parvienne à provoquer de n'importe quelle façon un nouveau partage auquel il participe. Le fascisme doit, par conséquent, pratiquer une politique agressive à l'égard de ses voisins immédiats dans le bassin méditerranéen. Le fascisme représente donc essentiellement un élément certain de nouvelles guerres inter-impérialistes.

Quel est donc le rapport des forces en présence ? Que peut le fascisme en face des autres États impérialistes ?

L'Italie, puissance méditerranéenne, est de beaucoup la plus mal partagée. Elle ne compte que deux colonies africaines : l'Abyssinie où elle dut pendant longtemps renoncer à prendre pied, mais où elle vient d'étendre ses zones d'influence par suite d'un récent accord avec l'Angleterre, accord qui a été violemment critiqué par la presse française. La Tripolitaine dont seule la zone côtière est habitable.

Ni l'une ni l'autre de ces colonies, qui ne recèlent d'ailleurs pas de matières premières, ne peuvent être d'un bien grand profit pour l'impérialisme fasciste. En regard, il n'en est pas de même pour certaines colonies attribuées à la France, telles que la Tunisie et la Syrie.

La Tunisie se trouve sous le protectorat français, mais elle est habitée par 100.000 Italiens. La Tunisie, terre riche, fertile, où abonde le phosphate et le fer, serait pour l'impérialisme fasciste une acquisition d'une importance considérable.

La Syrie est placée, par la Société des Nations, sous le mandat français. Ses richesses en matières premières sont encore assez mal déterminées, mais elle fournirait pour le commerce italien des débouchés très importants. L'Italie intrigue ouvertement pour se faire confier par la Société des Nations une partie au moins sinon la totalité du mandat français (3). Sa revendication est appuyée par l'Angleterre, et l'on prête même à

(3) A ce sujet, voici à peu près les termes d'une interview accordée récemment par Mussolini à un journaliste américain, et qui a été vivement commentée par la presse des États-Unis :

Mussolini a laissé entendre que l'Italie réclamerait un mandat colonial. L'Italie fait valoir son droit de priorité sur l'Allemagne en cas de révision des mandats par la Société des Nations. Elle invoque, en outre, l'urgence de donner satisfaction au peuple italien qui étouffe entre ses frontières.

C'est cette pléthore qui pousse le fascisme à chercher, maintenant que les États-Unis leur sont fermés, des débouchés pour l'émigration.

Ces jours derniers, le commissaire de l'émigration a révélé le rythme de l'accroissement de la population italienne. Il est formidable. Le 31 décembre 1924, on comptait, dans la péninsule, 40 millions 130.724 habitants au lieu de 39 millions 702.787 en 1923 ; 39 millions 246.823 en 1922 et 38 millions 789.827 en 1921. C'est donc une moyenne d'environ 400.000 naissances annuelles. A la fin de l'année en cours, l'Italie aura 41 millions d'habitants, sans compter les Italiens qui pullulent dans les pays étrangers.

D'autre part, Mussolini considère l'émigration comme une saignée. Il déplore la dénationalisation de centaines de milliers d'Italiens qui vont enrichir, au détriment de l'Italie, la terre qui les reçoit. Il déplore surtout qu'une telle main-d'œuvre si abondante ne serve pas d'abord à l'extension de la grande industrie italienne. Tel est le raisonnement qui pousse le gouvernement fasciste à exiger sa part des dépouilles coloniales prises à l'Allemagne, et il revendique encore des privilèges pour ses nationaux établis en Tunisie.

l'Angleterre l'intention de remettre à l'Italie son mandat sur l'Irak.

Une telle perspective inquiète fortement la presse française, qui fait campagne contre tout remaniement des mandats coloniaux. En Syrie même, l'Italie, par l'intermédiaire d'un délégué du Vatican, Mgr Gianini, évêque apostolique, mène une propagande active contre la France. Ce prélat dispose, avec une mission de religieux italiens, de fonds tels qu'ils lui permettent de publier un journal quotidien, de subvenir aux frais de plusieurs écoles et d'entretenir de nombreux agents. Sa situation même de représentant du pape dans un pays essentiellement catholique et clérical, lui donne une influence réelle qu'il n'hésite pas à utiliser pour servir les intérêts de l'impérialisme fasciste.

Enfin, en dehors des questions coloniales, n'oublions pas que le fascisme exploite à ses fins « l'irrédentisme » italien, pour réclamer Nice, la Savoie et la Corse, au même titre qu'elle a obtenu Trieste et Fiume.

Dans sa politique méditerranéenne, l'impérialisme fasciste se heurte donc directement à l'impérialisme français. Incapable encore d'affronter son adversaire, l'impérialisme italien a cherché à l'isoler en s'alliant d'abord avec l'Espagne en se rapprochant ensuite de la Roumanie, puis de l'Allemagne, et ensuite en utilisant l'antagonisme entre la France et l'Angleterre. Cette dernière considère, en effet, avec une certaine faveur, toute tentative d'affaiblissement de son principal rival méditerranéen.

D'autre part, l'Italie ne dissimule nullement ses visées sur l'Asie Mineure. On attribue même en partie à cette menace précise, le rapprochement qui vient de s'opérer entre le gouvernement d'Angora et l'U. R. S. S.

Mais, les ambitions de l'impérialisme fasciste ne se limitent pas à une politique méditerranéenne. Mussolini vient, ces derniers temps, d'inaugurer une politique balkanique : l'Italie s'efforce, avec l'appui financier de l'Angleterre, d'évincer la France comme « protectrice » de la Petite Entente.

L'Albanie est depuis déjà plusieurs années une colonie italienne. La Bulgarie est fasciste. La Grèce est une alliée naturelle de l'Italie contre la Turquie. La Hongrie, si elle accepte les propositions italiennes relatives à son accès au port de Fiume, entrera dans la sphère d'influence fasciste. La Roumanie enfin vient de conclure un pacte d'amitié étroit et un récent traité vient de sanctionner un tel état de fait avec l'Italie.

Sous l'égide du fascisme, le renouvellement du Bloc Balkanique prend un sens politique précis, dirigé à la fois contre la Yougoslavie, à laquelle l'Italie voudrait arracher la Dalmatie, et contre

la Turquie, qui s'oppose à son expansion en Asie Mineure.

D'autre part, l'Italie compte trouver dans les pays balkaniques des sources de matières premières et des débouchés.

L'Italie vient d'accorder à la Roumanie d'importants subsides financiers (fournis, d'ailleurs, presque entièrement par l'Angleterre). En échange, elle a obtenu de vastes concessions dans les régions pétrolifères et des livraisons de bois. Le fascisme vise à s'assurer le contrôle des pétroles roumains, afin de pouvoir établir, en Italie, une grande industrie pétrolifère.

Enfin, vis-à-vis des grandes puissances, le fascisme n'hésite pas non plus à employer les moyens forts.

Son activité belliqueuse s'appuie sur une sérieuse préparation militaire. Les chiffres avoués du budget italien de 1926 (et probablement ces chiffres sont inférieurs à la réalité), accusent une augmentation de crédits de 300 millions de lires pour l'Intérieur — dont 121 millions pour la police d'Etat — 586 millions pour la Guerre ; 60 millions pour la Marine ; 103 millions pour l'Aéronautique.

*
**

Nous avons étudié rapidement, au cours de cet article, les raisons d'ordre politiques et économiques qui déterminent l'impérialisme fasciste. Nous avons vu cet impérialisme à l'œuvre, préparant en Europe de nouveaux conflits armés, aggravant les vieux antagonismes du capitalisme européen, et, par conséquent, posant de nouveaux problèmes aux prolétariats révolutionnaires dans leur lutte contre les impérialismes.

Il nous reste maintenant à étudier cet impérialisme fasciste sous son jour réactionnaire qui lui est propre : son alliance avec l'Eglise catholique romaine.

En mars de cette année, dans un discours prononcé à Turin, le ministre de la Justice de Mussolini a proclamé cette alliance en termes que « le duc » lui-même a repris depuis : « *L'Italie, disait le ministre fasciste, ne peut exister comme Etat sans une mission mondiale, et cette mission ne peut être que catholique et romaine. Le fascisme, c'est la reprise de la mission civilisatrice de l'Italie dans le monde.* »

Le sentiment national joint au sentiment religieux, sont deux leviers formidables dont dispose auprès des masses paysannes et petites bourgeois italiens, le fascisme. Et, en essayant d'entraîner la papauté dans la cause pan-italienne, Mussolini tente d'intégrer absolument l'une à l'autre ces deux forces de réaction : Dieu et la Banque.

(A suivre.)

Marcel FOURRIER.

L'Évolution du mouvement national-révolutionnaire en Chine

La victoire décisive des Cantonais sur le Yang-Tsé et la reddition de Fou-Tchéou, l'organisation méthodique des provinces arrachées au pouvoir dictatorial des Tonkiens par le Kouo-Min-Tang ; la fermeté des rouges à l'égard des puissances capitalistes, réclamant l'annulation de tous les traités inégaux portant atteinte à la souveraineté du peuple chinois, en dépit des menaces d'intervention et de la présence dans les eaux chinoises d'une imposante escadre impérialiste ; la dénonciation du traité sino-belge ; la lettre énergique du Kouo-Min-Tang à la Société des Nations, et l'intervention d'un de ses délégués à Genève, tous ces événements récents ont grandement modifié dans un sens favorable la position des révolutionnaires chinois. Comme dans ce même temps, le gouvernement régulier de Pékin disparaissait définitivement, s'inclinant devant la volonté despotique du dictateur mandchou Tchang-tso-Lin, les puissances impérialistes semblent changer radicalement leur tactique à l'égard du gouvernement de Canton. Non seulement il n'est plus question, pour l'instant, d'une intervention armée des puissances, mais encore il apparaît qu'un courant se dessine en faveur de la reconnaissance du gouvernement révolutionnaire.

Ce sont les Etats-Unis qui, les premiers, ont commencé à « causer » avec Canton. Les Etats-Unis occupent en Chine une situation particulière. Ils ont investi des capitaux dans la bourgeoisie chinoise : aussi il leur importe avant tout que cette bourgeoisie puisse se développer nationalement. C'est pourquoi les Etats-Unis sont amenés à soutenir, dans une certaine mesure, le mouvement national. Lorsque les troupes cantonaises sont entrées à Hankéou, le « New-York Times » écrivit : « Si les troupes cantonaises arrivent à rétablir l'ordre dans la région qu'elles ont occupée, elles rendront service à la Chine » (Entendez par là à la bourgeoisie chinoise nantie de capitaux américains).

Le Japon a un autre point de vue. Lui aussi soutient la bourgeoisie chinoise, tout en craignant cependant une unification de la Chine, qui contrecarrerait ses visées sur le Chan-Toung et la Mandchourie. C'est pourquoi il maintient son influence prépondérante dans les provinces du Nord et en Mandchourie, en appuyant Tchang-tso-Lin. Cependant, il n'est pas systématiquement adversaire du gouvernement de Canton, qui le débarrasse dans le Sud de son rival britannique.

L'Angleterre, elle, s'est trouvée placée devant la question d'une intervention militaire à la suite de la

débâcle de ses champions Ou-Pei-Fou et Sun-Tchouan-Fang. Ses concessions les plus importantes se trouvent en effet dans les provinces du Sud et du Centre. L'avance des rouges le long du fleuve Yang-tsé lui a porté un coup terrible. Ses principaux comptoirs se trouvent actuellement sous le contrôle effectif des Cantonais. Or, l'Angleterre est trop faible pour intervenir toute seule. Une seule tactique peut encore enrayer son désastre : traiter avec les Cantonais, reconnaître le gouvernement de Canton sur un pied d'égalité avec celui de Pékin, en échange du maintien des traités inégaux. Or, un tel point de vue, en apparence pacifiste, masque mal les véritables desseins de l'Angleterre, qui est d'écraser tôt ou tard le mouvement national révolutionnaire. Bien entendu, les Cantonais ne peuvent accepter cette division arbitraire de la Chine en deux Etats. Les Cantonais combattent pour la libération totale de la Chine. Le gouvernement national révolutionnaire Kouo-Min-Tang entend représenter l'ensemble du peuple chinois.

*
**

Le rapide développement de la révolution chinoise s'appuie moins sur la force militaire de l'armée nationale que sur la force organisée des masses. Au cours de ces deux dernières années, les ouvriers et paysans ont profité de chaque avance des rouges pour étendre et fortifier leurs organisations. D'après les données de la Fédération des Syndicats chinois, on comptait au 1^{er} mai de l'année dernière 600.000 ouvriers organisés, alors qu'au 1^{er} mai 1926, 1.600.000 ouvriers étaient déjà représentés au III^e Congrès des Syndicats. L'année dernière, le nombre des paysans syndiqués dans le Kwang-Toung était de 200.000 ; cette année, le Congrès paysan réunit les représentants de plus de 1.200.000 syndiqués, appartenant à la majorité des provinces. Sous l'influence des succès des troupes cantonaises, les organisations ouvrières et paysannes se sont considérablement développées. Ainsi, le nombre des paysans organisés dans le Hou-Nan a passé de 50.000 à 200.000. Les syndicats de Hankéou, qui avaient été dissous sous la domination de Ou-Pei-Fou, reprennent leur activité. La victoire des troupes révolutionnaires a stimulé l'activité des masses dans les localités réoccupées et, à leur tour, les masses donnent une nouvelle impulsion à la révolution. Le renforcement du pouvoir populaire d'une part, accélère la désagrégation du pouvoir militariste et, d'autre part, menace le privilège des impérialistes en Chine.

La structure sociale de la Chine se modifie d'ailleurs de fond en comble par suite de l'organisation nouvelle des provinces par le Kouo-Min-Tang.

Quelle est donc cette structure ?

Il y a quelques mois encore, on pouvait dire que deux classes dominaient le peuple chinois : l'aristocratie des « lettrés » et les paysans moyens, les Tou-Hao.

On sait que, sous la dynastie mandchoue ainsi que sous les précédentes dynasties, les fonctionnaires civils et militaires étaient nommés au moyen d'examens d'Etat. A ces examens, participait qui voulait. Naturellement, le contingent principal des étudiants était représenté par les fils de fonctionnaires qui, dans un pays agricole comme la Chine, devenaient de grands propriétaires fonciers, à l'aide des sommes mises de côté pendant leur service.

Si tous les membres de la classe lettrée n'étaient pas forcément fonctionnaires, ils appartenaient cependant à l'aristocratie. Tous les propriétaires fonciers, et particulièrement les plus riches, s'efforçaient d'avoir au moins un membre de leur famille dans la classe lettrée, car cela comportait des avantages considérables non seulement pour la personne en question, mais aussi pour toute sa famille. Ces examens d'Etat ont disparu depuis longtemps, mais l'aristocratie existe toujours.

A côté de cette aristocratie, les « Tou-Hao » jouent un rôle analogue à celui des « Koulaks » en Russie. Ils continuent à participer en commun avec l'aristocratie à l'exploitation des paysans. Si l'on tient compte que, malgré le processus d'industrialisation rapide de la Chine, ce pays reste encore principalement un pays agricole, on peut dire que les classes dirigeantes en Chine sont l'aristocratie et la classe des « Tou-Hao ». La dynastie mandchoue n'a pu si longtemps se maintenir au pouvoir que parce qu'elle ne s'est pas opposée aux privilèges de ces deux classes.

Quelles ont été les relations entre ces classes dominantes et les Toukiuns ?

L'aristocratie, la classe des « Tou-Hao » et la majorité de la bourgeoisie rurale et urbaine ont manifesté une attitude hostile à l'égard des Toukiuns. Nous en trouvons la preuve dans le développement extraordinaire des « Mintouan » ou sections de la milice populaire, constituées en vue de la lutte contre le banditisme et contre les excès commis par les Toukiuns. Ces sections de milice populaire étaient sous la direction des grands commerçants et industriels ; ce sont des organes de la domination de classe de l'aristocratie et de la bourgeoisie chinoises. Dans la province de Kwan-Tung, ces sections de milice populaire ont même essayé de s'emparer du pouvoir. Il en a été de même dans un grand nombre d'autres régions.

Mais nous constatons également le développement de tendances diamétralement opposées, au fur

et à mesure du développement du mouvement ouvrier et des sociétés secrètes, en particulier des « Lances rouges », organisations de paysans pauvres et moyens.

Ces organisations rappellent les organisations de combat de la paysannerie chinoise, dont l'action a précédé et accompagné la Révolution de 1911. Les paysans chinois sont, par suite des guerres ininterrompues et du développement extraordinaire du militarisme, écrasés sous le poids d'impôts beaucoup plus considérables que les impôts prélevés par l'ancienne dynastie mandchoue. C'est ce qui explique les nombreuses insurrections paysannes qui ont éclaté dans toutes les provinces.

Mais au fur et à mesure que la révolution se développe, il se produit une différenciation parmi la grande bourgeoisie chinoise. Une partie des dirigeants de la Chambre de Commerce de Shanghai, par exemple, s'est montrée hostile à Sun-Tchouan-Fang et s'est solidarisée avec Canton. L'autre s'est solidarisée avec les impérialismes.

Telle est la situation dans laquelle les succès des troupes révolutionnaires de Canton acquièrent une importance toute particulière et qui, malgré tous les dangers de l'heure actuelle, permettent de considérer l'avenir avec confiance.

**

En effet, l'organisation de l'Union paysanne s'étend peu à peu à tout le pays. Dans un avenir prochain, une Union des paysans de toute la Chine sera organisée. Les charges (en particulier les charges militaires) pesant sur les paysans pauvres diminuent au fur et à mesure de l'extension des territoires conquis par les révolutionnaires. Lors de l'arrivée des troupes cantonnaises, les marchands petits et moyens de Hankéou ont participé avec enthousiasme au mouvement populaire.

Un tel processus se trouve fort bien vérifié par la théorie de Lénine.

En ce qui concerne la question nationale, Lénine soulignait particulièrement les points suivants :

1° La lutte antiimpérialiste des colonies et de tous les Etats opprimés est la voie unique menant à leur libération ;

2° Les principales colonies et les Etats en tutelle sont déjà dans la voie de leur libération nationale, ce qui, évidemment, provoque la terreur dans le camp du capitalisme mondial ;

3° Le mouvement prolétarien dans les pays avancés et le mouvement national libérateur dans les colonies doivent s'unir pour la lutte commune contre l'ennemi commun, l'impérialisme.

De la compréhension nette de ces principes, par les prolétariats évolués, dépend en grande partie le sort de la révolution mondiale.

TCHANG.

Un Pas vers la Libération

L'évolution de la lutte des mineurs anglais : La crise économique provoquée par la grève. — La marche du mouvement syndical. — Les mineurs anglais et la III^e Internationale.

La situation des mineurs et la crise économique déterminée par la grève

En mai 1926, le Conseil général des Trade-Unions a trahi la grève générale anglaise (1). Ses dirigeants ont prouvé clairement que cette trahison n'était pas un égarement passager, mais la résultante de l'ensemble de la « politique » des Trades Unions et du Labour Party ; ils ont persisté dans l'abandon des mineurs à leurs propres chefs, les privant définitivement de l'appui de la classe ouvrière anglaise dans sa totalité. Depuis le 7 mai, abandonnés par leurs camarades, les mineurs résistaient. Diverses médiations (les évêques, Churchill, Lord Derby) furent inutiles ; les propriétaires et les mineurs restaient sur leurs positions.

Dans les derniers jours de novembre, une conférence réunit à nouveau les mineurs et les propriétaires, par l'intermédiaire du gouvernement. Le Comité exécutif de la Fédération des mineurs accepta le principe des accords régionaux, sous réserve d'une consultation dans les districts. Le vote des mineurs fut significatif : par une majorité des deux tiers, ils affirmèrent leur volonté de continuer la lutte pour un accord national. Malgré ce vote, le Comité exécutif recommanda aux ouvriers l'ouverture de négociations avec les patrons, par districts. Après des trahisons sans nombre de la part de la majorité des chefs, malgré la résistance des mineurs du pays de Galles et l'énergique, mais tardive attitude de Cook, la presque totalité des mineurs reprirent le travail. Mais il s'agit de la **totalité des mineurs employables** seulement, car par suite de la réorganisation de certains puits, de la fermeture définitive de certains autres, du refus d'embaucher les commu-

(1) Dans un article du numéro précédent de *Clarté*, nous avons étudié les leçons de la grève générale, et publiés des extraits étendus d'un article de Trotsky consacré à cet événement, paru dans *l'Internationale communiste*. On concluait à la nécessité pour le parti communiste anglais de raffermir sa base et de se tremper au cours d'une lutte aux côtés des mineurs, et au maintien du Comité anglo-russe, qui assurait la liaison entre les Trades Unions et l'Internationale Syndicale Rouge. Dans le présent article, nous exposerons les récentes thèses de Trotsky sur ce point.

nistes et les partisans du mouvement minoritaire, plus de 200.000 ouvriers n'ont pu trouver de travail et vont grossir le nombre des chômeurs.

Quelle qu'ait été l'issue de cette lutte, le capitalisme anglais a reçu un coup qui peut être définitif. Dès à présent, on peut évaluer la portée de ce coup. La revue conservatrice « *Statist* » (14 août), décrit ainsi la situation « Les constructions navales, la navigation maritime, la production du fer et de l'acier, l'industrie du coton, de la laine, et l'industrie des fibres, tout comme l'industrie houillère, ces industries auxquelles la Grande-Bretagne doit son existence de grande nation commerciale, sont tombées au niveau de la plus extrême inactivité. On manque de combustibles et de commandes. Si l'on reçoit des commandes, les prix ne permettent pas en général des bénéfices, et elles ne sont acceptées que pour aider au paiement des frais généraux. Le chômage, complet ou partiel, règne partout. Le capital fixe se déprécie. Le capital circulant, le sang du commerce, est gelé par suite de la stagnation du commerce. Les ouvriers perdent leurs salaires. Les propriétaires d'actions, dispersés dans toutes les classes de la nation, ne reçoivent plus leurs dividendes. C'est ainsi que la capacité de consommation de la population a diminué, ce qui a des répercussions inévitables sur la production. » Ce tableau n'a rien d'exagéré, mais il faut pour en comprendre toutes les raisons, ajouter à la grève minière les coups terribles portés au commerce anglais en Chine depuis deux ans.

Actuellement, le nombre des chômeurs atteint près de 3 millions. 1.100.000 pauvres reçoivent l'allocation. Le reste des ouvriers ne travaille qu'une partie de leurs temps. Telle est la situation misérable de la classe ouvrière anglaise, presque la moitié de la population totale.

La production du fer et de l'acier est pour ainsi dire inexistante, comme l'indiquent les chiffres suivants (2) :

(2) Ces chiffres constatent le déficit à son point culminant, car au mois de décembre il y a un léger progrès à la suite de la reprise de l'extraction du charbon.

	Fer	Acier
	(Mille tonnes)	
1925 Moyenne mensuelle	528	626
Avril 1926	548	672
Mai 1926	90	46
Juillet 1926	18	33
Septembre 1926	12,5	96

L'industrie textile est également très durement touchée. On a décidé au début d'octobre de ne travailler qu'une semaine sur trois.

La situation du commerce extérieur s'est aggravée. Les exportations de charbon, qui ont été au cours de la période mai-septembre 1925, de 20 millions de tonnes par mois, ont été réduites à 1,5 million de tonnes. Par contre, on importe actuellement près de 4 millions de tonnes par mois; le prix de ce charbon importé est près du triple du prix que les Anglais reçoivent ordinairement pour le charbon qu'ils exportent à l'étranger. Le caractère passif du commerce extérieur (pour la période janvier-septembre 1926, l'excédent des importations sur les exportations est de 317 millions de livres sterling) montre que l'Angleterre est obligée de vivre sur ses capitaux étrangers. L'exportation de produits britanniques en janvier-septembre 1926 est de 496 millions de livres pour 580 millions dans la période correspondante de 1925 (3).

Dans le domaine financier, la situation du budget a empiré. « Au cours du premier semestre de l'exercice courant, qui commence en avril, il y a eu un déficit de 62 millions de livres. Le premier semestre se termine toujours en Angleterre par un déficit (32 millions pour l'année dernière), parce que les impôts ne sont payés qu'à la fin de l'année. Cependant, le déficit de cette année dépasse de 26 millions le déficit de l'année dernière, et il ne fera certainement qu'augmenter. Il faut souligner que la Banque d'Angleterre a été obligée, ces dernières semaines, de jeter sur le marché de grandes quantités d'or pour maintenir la parité de la livre sterling. Etant donné qu'en automne commence pour l'Angleterre la saison des grands achats de produits alimentaires et de matières premières, il est à prévoir que la Banque d'Angleterre devra continuer à vendre de grandes quantités d'or pour empêcher la baisse de la livre. » (Varga).

L'Angleterre se trouve donc triplement atteinte dans son économie : par sa production ralentie et nulle à certains égards, par son commerce en déficit croissant, par sa situation financière aggravée. En outre, son évolution politique des derniers mois ne semble pas faite pour rassurer la bourgeoisie an-

(3) Chiffres cités par Varga (Rapport sur la politique économique mondiale à la 15^e Conférence du P. C. R.).

glaise, en admettant même que la grève des mineurs se termine en définitive à son avantage. Car déjà une indication lui est venue des Dominions à la Conférence Impériale, durant le mois de novembre. Des pays comme le Canada, l'Afrique du Sud, l'Australie, se soucient de moins en moins d'être entraînés dans la même chute que la Grande-Bretagne. Enfin, le signal le plus précis de sa décroissance lui est venu des ports de la Chine, où sa politique louvoyante masque mal sa faiblesse.

Mais la gravité de cette situation vient de ce que l'ébranlement de ses fondements coloniaux coïncide avec une évolution rapide de la classe ouvrière dans la métropole. La bourgeoisie conservatrice avait la tranquillité assurée tant qu'elle pouvait corrompre la couche supérieure du prolétariat, et la faire participer indirectement à ses exactions coloniales. Elle ne le peut plus; les Dominions échappent à son contrôle, ses « sphères d'influence » rejettent son influence détestée. D'autre part, évincée du marché mondial par les Etats-Unis, elle n'est plus en mesure d'assurer à ses millions d'ouvriers et à son outillage très développé une matière en rapport avec leur possibilité de rendement. Elle travaillait déjà à perte au moment où l'aggravation de la crise carbonnière, sur ce principe, déterminâ la rupture entre les mineurs et la grande bourgeoisie propriétaire des mines.

L'évolution récente du mouvement syndical

Dans le précédent article de « Clarté », nous avons constaté que le cadre des luttes antérieures des Trades-Unions ne permettait pas d'espérer sérieusement une victoire de la grève générale. Mais ne pouvait-il pas en être autrement pour la lutte des mineurs? Cela aurait pu être, sans les flottements et les trahisons successives des leaders syndicaux. Mais il aurait aussi fallu admettre qu'au cours d'une lutte qui absorbait à elle seule presque toute l'énergie des ouvriers et de leurs chefs, la conscience réellement prolétarienne des masses, étreinte par un siècle de politique trade-unioniste, ait trouvé le moyen de s'affirmer, et de prendre la direction du mouvement. Sans doute, l'atmosphère du Congrès de Scarborough (septembre 1925), solidement orienté à gauche, avait-elle porté à l'optimisme. Ce Congrès avait renforcé l'autorité du Comité anglo-russe, et voté diverses motions qui, en matière de politique extérieure, indiquaient un attachement à l'action de la III^e Internationale. Mais les décisions concernant la politique intérieure étaient beaucoup moins nettes, et l'expérience de la grève générale montra quel était l'état d'esprit véritable des chefs des Trade-Unions.

La lutte persistante des mineurs offrait aux chefs anciens des Trade-Unions l'occasion de montrer sans voiles leur orientation à droite, et aux jeunes

leaders de former leur conscience dans une bataille livrée à la bourgeoisie capitaliste aussi bien sur le terrain politique que sur le terrain économique. Les anciens leaders (de droite comme de gauche) considéraient comme point de départ de leur tactique syndicale la sécurité d'un bénéfice convenable du capital. Les revendications de salaires étaient adaptées à la situation de l'industrie. Sur la base de cette tactique, la lutte des mineurs était perdue d'avance, étant donné que l'industrie houillère anglaise ne peut pas satisfaire les revendications de la classe ouvrière et est obligée d'aggraver les conditions de travail des ouvriers. On peut donc dire que la trahison systématique des leaders ouvriers anglais (tels que Hodge, Varley, Spencer) ainsi que celle du Conseil général, s'explique par cette idée qu'on ne peut pas dépasser les cadres du mode de production capitaliste.

Quant aux jeunes leaders, sous l'impulsion du parti communiste anglais et grâce à l'aide des ouvriers d'U. R. S. S., ils comprirent quel était l'enjeu réel de la lutte, et qu'il fallait livrer un combat sur le terrain politique pour briser les cadres capitalistes et assurer de nouvelles conditions de vie au prolétariat.

C'est cette divergence de vues qui s'exprima au Congrès de Bornemouth (du 6 au 11 septembre) d'une manière éclatante. L'aile droite y domina, mais d'une façon cachée, évoluant avec une grande confusion autour de quelques traîtres fermement décidés. Elle marqua son emprise sur l'armature d'organisation, mais non sur les masses, car elle n'osa pas affirmer ouvertement sa hâte de voir terminer la lutte, même au bénéfice des propriétaires, tenue en respect par les masses syndiquées, le mouvement minoritaire et les communistes. La droite se tourne définitivement vers l'orientation « américaine », vers le paradis de la collaboration des classes, vers les Etats-Unis. A Scarborough, en 1925, le président (Swales) s'était exprimé ainsi au sujet des salaires :

« Il y a une limite aux concessions que peuvent faire les Syndicats. Cette limite est atteinte. Désormais la politique des Syndicats tendra à reconquérir les positions perdues, à rétablir et à améliorer le niveau des salaires, la durée et les conditions de travail; elle tendra aussi à coordonner et à renforcer l'action syndicale pour assurer un plus large contrôle ouvrier sur la production ».

A Bornemouth, Pugh dit « ... Il est temps que nous examinons, à la lumière des nouvelles théories (entendez les théories américaines), la base et l'application de la politique des salaires, et les méthodes employées jusqu'à présent par les Trade-Unions. Il faut élaborer une politique scientifique des salaires en se laissant guider par certains principes universellement acceptés... N'est-il pas temps

que nous examinons le principe du salaire de base en corrélation avec l'indice de la production nationale?... » En traduisant ces paroles ambiguës en langage clair, on aura : les banques ouvrières et les compagnies d'assurance, voilà ce qu'il faut mettre à la place de la lutte et de la solidarité ouvrière ! Mais les leaders droitiers font erreur, car « non seulement la Grande-Bretagne est un pays à salaires inférieurs par rapport aux Etats-Unis, mais c'est aussi le pays du déclin industriel et politique, alors qu'aux Etats-Unis, la courbe du capitalisme continue encore à monter. » (E. Browder).

M. Hutchinson, délégué de la Fédération américaine du travail, soutint dans sa déclaration cette orientation de la droite. Mais le télégramme de la C. G. T. russe, groupant 8 millions de syndiqués, renforça avec un poids beaucoup plus réel le mouvement minoritaire. Car bien que Tomsky et Melnitchansky n'aient pas pu pénétrer en Angleterre afin de parler au nom des ouvriers russes, un télégramme vint exprimer leur solidarité, et c'est grâce à cette solidarité-là que le mouvement minoritaire, malgré la confusion et la capitulation des éléments de droite, affirma sa volonté de lutte contre le capitalisme.

Toutes les résolutions touchant les problèmes généraux ont été soutenues par les minoritaires. Eux seuls, pour la plupart hommes et femmes jeunes, énergiques, parlaient contre le capitalisme, contre la bourgeoisie. Ces délégués donnaient 800.000 voix à toute proposition révolutionnaire dont était saisi le Congrès. Mais ils manquaient un peu de souplesse, ignorant les arcanes de la procédure des Congrès qui permettent aux leaders de devenir d'habiles parlementaires. Quant à Cook, dit Browder (4) « il est malheureusement impossible de le ranger parmi les leaders gauches de ce Congrès. Il est intervenu pour demander au Congrès de couper court aux débats sur la trahison du Conseil général. Son pacte du silence ... a contribué plus que toute autre chose à paralyser le Congrès de Bornemouth. Sans doute Cook a rendu des services importants au cours de l'héroïque lutte des mineurs, mais il a aussi fait de nombreuses fautes, parmi lesquelles la plus grave fut son silence honteux à Bornemouth. »

Le Congrès fit donc apparaître très nettement l'évolution à droite des anciens leaders, et le besoin de nouveaux cadres pour canaliser l'ensemble du mouvement dans un sens véritablement à gauche. Il ne suffit plus de continuer l'ancienne politique de concessions. Il faut que les jeunes chefs sortent de l'ornière, qu'ils comprennent quelles sont les raisons profondes de la faiblesse politique des Trade-Unions, qu'ils apprennent à démasquer définitive-

(4) *L'Internationale Syndicale Rouge*. Octobre 1926.

ment les Thomas, les Purcell, soutiens plus ou moins déguisés de la bourgeoisie, et qu'ils s'appuient entièrement sur la masse ouvrière, dont la combativité, le sens de classe et le mépris du parlementarisme se sont révélés au cours d'une lutte de sept mois infiniment supérieurs à ceux de leurs dirigeants.

Dans cette tâche, le mouvement minoritaire doit trouver l'appui du P. C. anglais, et il l'a déjà trouvé. Dans son Congrès tenu les 16-17 octobre, le P. C. a examiné comment intensifier la lutte, comment contribuer à une réelle victoire ouvrière : en aidant de toutes ses forces le mouvement minoritaire, les masses ouvrières qui ont de réelles tendances révolutionnaires, même en dehors du parti. Le Parti polarise tous les éléments de la classe ouvrière qui, les yeux ouverts par l'attitude des chefs des Trade-Unions depuis sept mois, rejettent absolument toute collaboration avec le capitalisme. De cette façon, le parti peut devenir un véritable parti de masses, il peut être à la tête dans les prochaines batailles (5).

Depuis le début du mois de novembre, le flottement chez les chefs mineurs s'est accentué, tandis que la bourgeoisie multiplie ses attaques. Les chefs de droite trahissent sans vergogne, recommandent la capitulation aux conditions proposées par les propriétaires à travers le gouvernement. Les chefs de gauche, Cook par exemple, hésitent, vont jusqu'à s'opposer aux mineurs lorsque ceux-ci décident de retirer des puits les équipes de protection. Ils font tout pour démoraliser leurs troupes. Mais les masses minières ont compris, grâce à ces trahisons, quel était le sens véritable de leur lutte. Même s'ils reprennent le travail, abandonnés par leurs anciens chefs et manquant encore de nouveaux cadres, les ouvriers savent qu'ils n'ont plus rien à espérer d'une politique de collaboration, d'une politique soumise aux intérêts du capitalisme. Ils démasqueront les travaillistes, les droitiers « conciliants ». Ils savent qu'une lutte d'une telle profondeur ne comporte pour la classe ouvrière qu'une seule issue définitive, la révolution.

Les mineurs anglais et la III^e Internationale

Quelle a été la réaction provoquée dans le monde des travailleurs par la lutte tenace de leurs camarades anglais ?

Quelle est la ligne définie par la III^e Internationale vis-à-vis de cette lutte ?

Au sujet de la première question, il y a eu deux réponses. D'abord, la réponse qu'ont apporté les syndicalistes réformistes affiliés à la II^e Internationale, ensuite la réponse apportée par l'I. S. R. et l'ensemble de la III^e Internationale. Cette distinc-

tion est très importante, parce que le mouvement ouvrier anglais, sans vouloir se détacher d'Amsterdam, n'a pas hésité à se relier à l'I. S. R., par sa participation au Comité anglo-russe, et que le malaise de son aile « gauche » provient de cette double attache.

En France, en Allemagne, en Belgique, aux États-Unis, c'est « l'action » réformiste qui a prédominé. L'embargo sur les charbons importés par l'Angleterre n'a pu être réalisé effectivement. Diverses grèves partielles ont été le signe d'une solidarité purement morale. Les sommes recueillies dans ces pays pour venir au secours des mineurs ont été ridiculement faibles. La conférence réunie à Paris n'a pas voulu régler ces questions dans un véritable esprit de classe, dépourvu de toute autre préoccupation. Sans parler de la Fédération américaine du Travail, qui s'est retirée d'Amsterdam parce qu'elle était trop révolutionnaire, les C. G. T. réformistes d'Europe voyaient d'un mauvais œil s'aggraver un conflit qui risquait, ou bien de ruiner les organisations ouvrières, ou bien de briser l'appareil capitaliste ! En outre, les mineurs anglais ne cessaient de collaborer avec les Syndicats soviétiques, ce qui est un crime pour les Social-traitres et réformistes de tous les pays. Dans ces conditions, la lutte des Partis communistes en faveur des mineurs fut réduite et montra combien il fallait encore fournir de grands efforts pour atteindre la conquête effective des masses.

C'est naturellement en U. R. S. S. que la réaction en faveur des mineurs a été la plus nette et la mieux caractérisée. Nos camarades russes, libérés de la domination capitaliste, ont répondu avec un immense enthousiasme à l'appel des ouvriers en grève. Les subsides qu'ils ont envoyés atteignent près de 10 millions de roubles. Mais ce n'est pas seulement l'aide matérielle qui constitue leur apport ; c'est aussi l'appui formidable d'un peuple dont l'avenir est lié à la naissance du socialisme, et qui pèse de toutes ses forces pour délier à son tour le reste du prolétariat mondial, pour précipiter le cours de l'histoire. On a réuni dans un petit volume (6) un grand nombre de documents (récits, articles de journaux, motions, télégrammes) qui donnent un tableau des sentiments divers que la grève générale et la grève des mineurs ont fait surgir dans la classe ouvrière russe. « Il n'y avait pas d'entreprises, pas d'institutions sur toute l'immense étendue du territoire où, sur la demande des ouvriers eux-mêmes des meetings et des réunions ayant pour objet les événements d'Angleterre n'aient été organisés. Depuis longtemps, on ne vit semblable foule aux réunions où régnèrent une animation et un enthousiasme extraordinaire. Des dizaines d'ouvriers pri-

(6) *La grève anglaise et les ouvriers de l'U.R.S.S.* 1 vol. Paris.

rent la parole à ces réunions, disant : la cause des ouvriers anglais est notre cause. Il est nécessaire d'apporter non seulement des témoignages de sympathie, mais encore de venir utilement en aide ! »

La ligne définie par la III^e Internationale au sujet du conflit minier fut en accord avec la réaction spontanée des masses. Les Syndicats soviétiques firent tous les efforts nécessaires pour conserver une liaison avec les ouvriers anglais, en dépit des leaders des Trade-Unions. D'autre part, l'I. C. engagea le P. C. anglais à saisir l'occasion pour développer et affermir son influence, pour assurer définitivement sa base, et attirer à lui les ouvriers dont les tendances sont révolutionnaires. Mais comment ces deux tâches étaient-elles conciliables ?

Trotsky, par exemple, vit nettement qu'il fallait à tout prix renforcer le P. C. anglais. Mais il pensa que ce renforcement devait se faire directement dans les masses ouvrières, sans passer par l'intermédiaire des chefs reconnus ; c'est pourquoi il demanda la rupture du Comité anglo-russe, voulant signifier que devant les ouvriers anglais, les ouvriers russes ne voulaient pas paraître se solidariser avec les chefs traitres. Trotsky s'en explique au 15^e Congrès du P. C. R. : « ... Qu'est-ce qui soutient l'Angleterre bourgeoise ? Ce n'est pas Baldwin, ce n'est pas Thomas, mais Purcell. Le « purcellisme » est le pseudonyme de la stabilisation actuelle en Angleterre. C'est pourquoi nous estimons qu'il est fondamentalement faux de se solidariser, en face des masses ouvrières qui ont fait la grève générale, directement ou indirectement avec Purcell. C'est pourquoi nous avons demandé la dissolution du Comité anglo-russe ».

Mais les masses ouvrières étaient aussi représentées par le mouvement minoritaire, et pas seulement par Purcell. Fallait-il les abandonner sous prétexte que certains de leurs chefs faisaient cause commune avec la bourgeoisie, et renoncer à la base d'influence que constitue le Comité anglo-russe pour les communistes anglais ? Certainement non.

C'est en ce sens que le P. C. anglais a estimé que les thèses de Trotsky, justes dans leur critique du mouvement soi-disant « gauche » des Trade-Unions, équivalait dans ses conclusions à une « véritable liquidation du parti ».

Au cours du 15^e Congrès du P. C. R., Staline répondit à Trotsky sur ce point : « Le point de vue du Parti communiste britannique au cours de la grève était-il juste ? Oui, il était essentiellement juste. Pourquoi donc notre Parti frère anglais n'a-t-il pas réussi immédiatement à grouper derrière lui les masses d'ouvriers anglais ? Parce que ces masses n'avaient pas eu le temps nécessaire de se convaincre de la justesse de sa politique. Parce qu'entre l'élaboration d'une juste politique du parti, et le

moment où le parti entraîne derrière lui les masses, il existe un intervalle de temps plus ou moins long, au cours duquel le parti doit mener un travail infatigable en vue de convaincre les masses de la justesse de sa politique. On ne peut pas éviter cela. C'est une absurdité de croire qu'on pourrait le faire. On ne peut qu'occuper cet intervalle de temps à un travail patient d'éducation politique des masses. »

*
**

Le 1^{er} décembre, on pouvait estimer que la grève minière était terminée en fait. La direction de la Fédération nationale des Mineurs était en plein désarroi. Nul doute que les chefs traitres comme Spencer n'accroissent leur mouvement vers une collaboration avec la bourgeoisie, nul doute qu'une grande partie de la droite des Trade-Unions ne les suive. Le parti conservateur saisira-t-il l'occasion pour reviser le statut des Trade-Unions et dissoudre la Fédération des Mineurs ? Une action brutale de ce genre aurait pour effet de diviser le mouvement ouvrier encore plus clairement : sept mois de lutte de classe ont donné le temps de reconnaître les révolutionnaires des social-démocrates alliés de la bourgeoisie. Une répression violente chasserait beaucoup d'ouvriers vers la social-démocratie, mais pousserait rapidement de larges masses vers le Parti communiste, vers l'Internationale Syndicale Rouge, vers la solidarité de classe.

Il est plus probable que les libéraux, conscients de tous les dangers dont est menacé l'impérialisme britannique, atténueront la politique de réaction des conservateurs ; ils pensent mieux servir les intérêts de la bourgeoisie de cette façon. L'attitude actuelle de Lloyd George l'indique. Ils espèrent par ce moyen mettre définitivement la main sur le Labour Party, et par suite disposer d'une influence prépondérante dans les Trade-Unions. Il serait ainsi facile à la bourgeoisie anglaise, sous couvert d'une politique libérale, de maîtriser la classe ouvrière.

Mais le mouvement minoritaire, le Parti communiste, le Comité anglo-russe lutteront contre cette politique social-démocrate ! Les ouvriers anglais ont bataillé de longs mois et ont formé leur conscience. Ils savent que l'impérialisme croulant de la bourgeoisie anglaise ne les entraînera pas dans sa chute, que la moindre amélioration de leurs conditions d'existence est impossible en régime capitaliste, que la réorganisation entière de la production en Grande-Bretagne ne peut être obtenue que par le renversement de la bourgeoisie, la destruction complète de l'ancien appareil d'État, et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Pierre NAVILLE

(5) Le nombre des adhérents a passé, depuis la grève, de 6.000 à 18.000 environ.

-:- RAYMOND LEFEBVRE -:- au Congrès Socialiste de Strasbourg (25-29 Février 1920)

Il y a six ans que Raymond Lefebvre, Vergeat et Lepetit, revenant de Russie disparaissaient en mer entre le port de Mourmansk et l'île de Vardoë.

Tous les lecteurs de cette revue savent quels liens idéologiques nous unissaient à Raymond Lefebvre. Ils savent aussi quel rôle joua Raymond Lefebvre, dans l'évolution du communisme en France; quelle lutte ardente il soutint pour l'épuration révolutionnaire du vieux parti socialiste français tout imprégné du social-patriotisme d'Union sacrée.

Chaque année, dans « Clarté », à cette même époque, nous avons commémoré le douloureux anniversaire. Chaque année, nous avons parlé de Raymond Lefebvre comme du plus pur exemple révolutionnaire que nous puissions donner à nos nouveaux camarades qui n'ont pas vécu nos premières tentatives, qui n'ont pas connu les efforts d'une poignée de jeunes militants sans doctrine — ou presque — pour arracher le parti de la classe ouvrière à ses chefs sans foi.

1920, la révolte grandait, dernière vague des soulèvements des combattants du front. La grève de février trahie; la grève de mai sabotée. Au parti socialiste, à la C. G. T., le divorce profond entre les dirigeants et les masses s'accroissait. Il fallait trancher dans le vif, tailler, recoudre, épurer. Raymond Lefebvre fut le premier qui, au Congrès de Strasbourg, eut l'audace d'enfoncer le fer rouge dans la plaie.

C'est le discours — si peu connu — qu'il prononça à la 3^e séance du Congrès, le 27 février, que nous publions ici. La question de la défense nationale qu'il traita de façon si magistrale revient d'ailleurs à l'ordre du jour... Il ne faut pas oublier dans quelles conditions Raymond Lefebvre aborda ce sujet. Le petit groupe d'extrême-gauche de la III^e Internationale comportait à peine quelques représentants.

Ceux qui ont entendu parler Raymond Lefebvre retrouveront avec ses formules tranchantes et son ironie terrible, le grand orateur révolutionnaire, qui exerçait en France sur les foules ouvrières un prestige inusité. La sténographie du Congrès rend, par ailleurs, assez bien l'atmosphère d'orage dans laquelle il dut tenir tête aux social-patriotes que ses paroles fouettaient. A de tels patriotes bourgeois, Lefebvre tenait un langage véritablement socialiste. A ces défenseurs de la France bourgeoise, Lefebvre opposait la France mutilée de la classe ouvrière. On se moquait de son « surpatriotisme » et il répondait tranquillement en proclamant cette immense vérité : « Oui, l'internationalisme, c'est le surpatriotisme », et en niant qu'il y eût une défense nationale en régime capitaliste. A ces faux socialistes français, il répondait : « C'est mon amour pour la race française qui me le fait dire : Oui, la révolution ou la mort. » Et lui, l'homme de la révolution les condamnait, eux, les défenseurs de la France bourgeoise, à la mort.

On peut, sept années presque après Strasbourg, regarder le chemin parcouru. Nul ne pourra dire que le discours de Raymond Lefebvre soit périmé. Quel plus

bel hommage peut-on rendre à sa mémoire, que nous sommes quelques-uns fermement décidés à défendre contre l'oubli.

A peine de retour de Strasbourg, le 5 mars, Raymond Lefebvre était arrêté pour sa fameuse formule lancée contre le président Poincaré, dont la Chambre venait de décréter qu'il avait bien mérité de la Patrie : « Je dis, moi, qu'il a mérité douze balles ! » Relâché, quelques jours après, il était de nouveau poursuivi le 30 avril pour un article : « Aux camarades de la classe 18 », paru dans l'Humanité. Des poursuites furent également intentées contre le gérant de l'Humanité : « C'est la première fois depuis 16 ans, écrivait naïvement un rédacteur de l'Humanité, qu'on ose poursuivre le journal de Jaurès. »

...En juin, Lefebvre partit pour la Russie rouge...

Marcel FOURRIER.

LE PRESIDENT. — La parole est au citoyen Raymond Lefebvre. (1)

RAYMOND LEFEBVRE. — Camarades, je me suis réjoui de constater que dans tous les discours qui ont été prononcés ici sur la politique intérieure du Parti, c'était la question de la Défense nationale qui avait retenu la plus grande attention. Il est évident, et tout le monde le sait, que cette question, qui n'a pas été mise directement à l'ordre du jour, inquiète la conscience socialiste.

En effet, camarades, la tactique internationale adoptée par le Parti avant la guerre, vous sentez tous que des faits nouveaux sont venus, qui vont vous obliger à la reviser demain dans un sens ou dans l'autre.

On a surtout jusqu'ici, comme le disait Vaillant-Couturier, parlé du passé. Ce n'est pas que l'envie me manque de parler d'un passé qui, à nous tous, ceux de la génération massacrée, emplit notre bouche de bile et de sang, parce qu'il y a entre ceux qui ont collaboré à l'Union sacrée et ceux qui l'ont subie un tel fossé de martyrs et de lamentations, que jamais rien ne pourra le combler. (Applaudissements.)

Cependant, camarades, la paix du monde avant tout !... Oh ! non pas que je passe l'éponge avec ces mots-là. Je parle en ce moment de la Défense na-

(1) Nous avons supprimé du compte rendu sténographique des débats un certain nombre d'interruptions et d'incidents accessoires. (N. D. L. R.)

tionale. Il s'agira tout à l'heure de parler de ces évictions, de ces épurations nécessaires que nous avons promises la majorité actuelle du Parti, promesses qu'après bientôt deux ans elle n'a pas encore tenues. Cette question devra être liquidée.

Je parle en ce moment de la Défense nationale, et, par conséquent, de l'avenir, parce que la Défense nationale c'est la guerre, et la guerre c'est l'avenir de demain. Voilà ce que le Parti doit avoir à cœur avec passion.

Camarades, avant la guerre, les hommes qui avaient la responsabilité de conduire le prolétariat se devaient d'observer une grande prudence dans le langage et dans la pensée, parce qu'ils n'avaient pas le temps devant eux. Renaudel, en allant à Strasbourg, a passé par Nancy, et il a pu se souvenir des paroles qu'il y avait prononcées en 1907. Camarades, je crois que nous serons tous d'accord avec Renaudel lui-même, pour dire...

RENAUDEL. — Pour relire ensemble les écrits rétrospectifs ? Pour relire votre littérature d'avant-guerre ?

RAYMOND LEFEBVRE. — Je n'en avais pas. Je ne sais réellement pas à quoi vous faites allusion. Je n'avais rien publié encore en 1914.

RENAUDEL. — Je regrette que vous n'en soyez pas resté là.

Quelqu'un dans la salle. — Action Française ! Camelot du Roy !

RAYMOND LEFEBVRE. — Nous allons régler l'incident en un mot. On a dit que j'ai fait partie de l'Action Française. C'est faux ; je n'en ai jamais fait partie. Je n'en ai jamais eu les idées. Ce qui est exact, c'est que j'appartiens à une famille conservatrice. J'ai eu l'opinion de mon milieu jusqu'à l'âge de raison. Une crise de conscience m'a peu à peu amené à la conscience révolutionnaire. (Applaudissements.) J'ai dû me séparer de l'idéologie de mon milieu à travers de beaucoup de larmes et de ces choses qui font infiniment de peine, quelle que soit la conviction qu'on ait. Mais si vous voulez me reprocher cela, j'en accepte le reproche avec orgueil. (Bruit et interruptions.)

Le même Délégué. — Il faut attendre avant de vouloir donner des leçons aux autres !

RAYMOND LEFEBVRE. — Camarades, je disais qu'avant la guerre il y avait quelquefois une imprudence à parler de ce qu'on n'aurait pas eu le temps de réaliser, je veux dire d'une action pacifique insurrectionnelle en cas de guerre. Des hommes comme Jaurès ont été amenés à des précisions, à des distinctions : l'Etat agresseur, l'Etat qui se défend. Camarades, je comprends trop bien le trouble de conscience de ces hommes qui devaient élaborer une doctrine à la veille même de son action. C'est en effet une chose qui exige un temps énorme : qu'une doctrine, comme le pacifisme, devienne vivante et efficace. Il ne suffit pas d'une motion de

Congrès ; il faut la faire passer dans la foule, dans le cœur, dans l'âme du peuple ; il y a là toute une longue préparation. Or, cette préparation devait se faire dans l'inattention générale ; on ne croyait pas à la guerre, les gens n'y pensaient pas ; ils s'occupaient de toute autre chose, et le pacifisme, l'internationalisme, ces doctrines n'étaient écoutées que comme des propos d'énergumènes ; cela n'intéressait pas le peuple, alors qu'aujourd'hui le monde entier a les yeux fixés sur le socialisme international, parce qu'il sent chaque jour davantage que lui seul a assez de force et d'autorité pour empêcher la guerre de demain. (Applaudissements et interruptions.)

Un Délégué. — Je dois dire que toutes les élections de 1914 ont été faites contre la loi de trois ans et contre la guerre.

RAYMOND LEFEBVRE. — J'ai dit, camarades, qu'avant la guerre, vous étiez dans vos Congrès discutant sur la guerre : un ordre de mobilisation pouvait vous saisir, tandis qu'aujourd'hui les événements vous permettent d'escompter au moins quelques années devant vous, ce qui exige de vous, par conséquent, une audace et une netteté d'attitude ! Le socialisme, en s'y prenant dès maintenant, peut rallier les masses. Et maintenant que vous n'avez pas seulement quelques jours, mais au moins quelques années, vous avez le devoir de construire une doctrine qui sera devenue chair et sang dans le monde entier.

Voilà qui doit vous donner de l'audace, voilà qui est un grand fait nouveau et qui doit être à la base des discussions du Congrès. Il y a plus.

Guesde disait : Le pays le plus socialiste — et c'était une objection excellente — le pays le plus socialiste sera celui qui souffrira le plus d'un sabotage de la mobilisation. Pourquoi ? Parce qu'à ce moment-là l'Europe était en quelque sorte divisée en trois compartiments de terreur : l'Allemagne redoutait le Tsarisme ; la France redoutait le Kaiser. Le Tsar est mort ; le Kaiser est à terre, et c'est au milieu de ces ruines que nous pouvons réveiller le pacifisme. Voilà des conditions nouvelles.

Il y en a d'autres. Il y a, camarades, l'attitude de chacun des Partis socialistes, attitude qui n'était pas précisée et qui l'est aujourd'hui. La Social-Démocratie contenait avant la guerre des Allemands suspects d'impérialisme, et les faits l'ont montré. Aujourd'hui, l'abcès s'est crevé. D'un côté il y a Noske ; de l'autre côté il y a nos camarades indépendants ; et il y a les communistes, et ceux-là, nous savons que ce sont des gens sur lesquels nous pouvons compter, et nous les aimons de toute notre âme et de tout notre cœur. (Applaudissements gauches et violentes interruptions.)

Enfin, la Défense nationale se pose d'une façon nouvelle et, lorsque je monte à cette tribune pour

vous en parler, je me suis déjà entretenu avec des camarades délégués par la majorité actuelle du Parti, le Comité de la Reconstruction, et j'ai le droit de vous dire que j'apporte ici leur adhésion. C'est donc en quelque sorte une motion d'union qui pourrait se présenter dans les traits suivants : Le Congrès prochain examinerait le problème de la Défense nationale d'après le principe suivant : l'expérience de la guerre et du Traité de Versailles oblige le Parti socialiste à dire : En régime capitalisme il n'y a pas de Défense nationale. (Applaudissements.)

RENAUDEL. — Nous allons nous entendre. Le Congrès de Nancy, en 1907, prononça les mêmes paroles. (Applaudissements à droite.)

Raymond LEFEBVRE. — Des paroles comme celles-là peuvent être imprudentes prononcées dans un état donné de l'Europe ; mais actuellement, elles sont des actes et ne pas les prononcer serait un crime. Vous parliez souvent d'action, vous aimez, sinon la chose, du moins le mot. Vous vous reprochez volontiers une opposition systématique, inerte. Eh bien, je crois qu'en voilà de l'action, camarades. Je parle en ce moment, non pas seulement du point de vue internationaliste, mais je parle aussi du point de vue propagande en France. On a dit dans la journée d'hier à plusieurs reprises que les paysans étaient violemment hostiles à notre doctrine. Camarades, laissez-moi vous le dire ; j'ai constamment l'occasion de parler dans des Fédérations paysannes, et ce que je dis, je l'ai appris au contact de foules de milliers de personnes. Eh bien, la pensée profonde que le paysan a rapportée de la tranchée, mais qui ne germe pas tout de suite, parce que ces grandes révolutions-là sont lentes, parce que ce n'est pas du jour au lendemain qu'on s'éveille, parce que le paysan revenu de la tranchée a commencé par dormir longtemps (et ce que vous avez souvent pris pour une hostilité n'était que ce sommeil lourd qui abattait les hommes au retour de la relève) ; la pensée profonde que le paysan a rapportée de là-bas, c'est la haine de la guerre. Camarades, je vous le jure. Ce n'est pas une espérance chimérique que je vous apporte ; il y a chez eux unanimité pour crier : A bas la guerre et à bas les généraux. (Applaudissements.) Et puis enfin, c'est à la fois l'Humanité et la France qu'il faut sauver et, dans certaines façons de poser la question de la Défense nationale, j'ai peur qu'il n'y ait, chez certains hommes politiques, plutôt un souci de manœuvre parlementaire qu'un véritable souci de l'intérêt de la France... (Applaudissements)... Oui, on ne sent pas assez cela, quand on n'a pas éprouvé par soi-même, ce que c'est que payer. J'entendais hier Renaudel parler de la Défense nationale. Cela se tenait, incontestablement. C'était une politique logique, cohérente (je la comprends d'autant mieux que j'en suis éloigné et que je la juge d'ensemble) ; mais elle n'est pas la mienne et, laissez-moi vous le dire, Renaudel,

que, dans ces paroles, il n'y a rien qui puisse être blessant pour vous ; c'est plutôt pénible pour moi : Vous êtes trop bien portant pour comprendre la France mutilée... (Applaudissements et protestations)... Vous entendez ce que je veux dire : que pour beaucoup d'entre vous autres hommes plus âgés que nous, la France est restée cette terre où on vivait bien, ce pays robuste et léger, mais qui n'a plus rien de commun qu'un squelette avec ce qui émerge aujourd'hui de la guerre, et qu'elle ne pourra reprendre la vie que par une révolution. Et c'est mon amour pour la race française qui me le fait dire, oui, la Révolution ou la Mort ! Voilà pourquoi je sens que chaque jour qui passe est une défaite ; chaque jour qui passe est un péril, parce que chaque jour qui passe n'apporte rien aux classes laborieuses de ce qui leur manque légitimement et parce que la paix est, non seulement nécessaire en soi, mais encore pour sauvegarder des heures de travail dont chacune épargne la mort d'un enfant, parce qu'enfin, camarades, il n'y a pas dans la Société actuelle ce qu'il faut pour que la France vive ! Nous sommes aujourd'hui le seul Parti conservateur de la paix du monde en même temps que de la France elle-même. Voilà par quelle espèce de synthèse de l'idée de race et de l'idée humaine, je vois que le socialisme doit se présenter aujourd'hui. Voilà aussi pourquoi je dis maintenant, avec plus d'autorité qu'on ne pouvait le faire autrefois : la France de la Défense nationale, pour vous, c'est, oui, ce pays de cendres, cette étendue de terres couvertes de cadavres de la mer du Nord aux Vosges, cette ferraille et toute cette boue purulente qui l'entoure comme d'un collier de honte ; la France de la Défense nationale, pour vous, ce sont des généraux triomphants et des mutilés... (Applaudissements et protestations)... Mais moi, je ne connais plus maintenant que la défense humaine... (Applaudissements prolongés à gauche et violentes protestations.)

GRUMBACH. — Vous n'avez pas le droit ! Vous n'avez pas le droit ! (Tumulte.)

LE PRESIDENT. — Qu'est-ce que cela signifie ? C'est insensé !

Raymond LEFEBVRE. — Camarades, je dis que... (bruit). Non. Je ne peux pas continuer, ce n'est pas la peine. Je me ferais un plaisir de céder un instant la parole à Grumbach... (Non ! Non ! Non !), non pas que j'aie une sympathie quelconque...

Une voix. — Il fallait prendre position, ou internationalement, ou nationalement.

Raymond LEFEBVRE. — ... non pas que j'aie la moindre sympathie pour l'action de Grumbach pendant la guerre. Grumbach, pendant la guerre, au lieu de faire savoir à notre conscience angoissée les progrès de l'idée pacifiste en Allemagne, les a toujours tenus soigneusement cachés.

GRUMBACH. — C'est le contraire de la vérité !

C'est le contraire de la vérité. J'ai des lettres de Haase, de Trotsky, de Noske...

Une voix. — menteur ! menteur !

Raymond LEFEBVRE. — J'ai des raisons très sérieuses et très précises à savoir... (Bruit.)

Une voix. — C'est une honte pour le Congrès ! (Bruit. Les interruptions se croisent au milieu du tumulte.)

Raymond LEFEBVRE. — Camarades, il s'agit de la paix, il s'agit de la conscience socialiste. Il ne s'agit pas de personnalités... Jusqu'à présent, je n'ai noté que des échanges d'amertume entre parlementaires actuels ou périmés. Je n'ai rien entendu qui témoignât d'un amour quelconque de la révolution internationale, ni même de la vie de notre pays. Tout de même, il serait un peu temps que vous preniez des responsabilités précises ! (Bruit.) C'est la première fois que vous allez pouvoir le faire. Oui, c'est la première fois que le Parti se réunit vraiment au complet ! On a souvent dit que les actes de tels parlementaires avaient été, pendant la guerre, couverts par le Parti. Laissez-moi protester, ce n'était que la fraction non mobilisée du Parti socialiste qui agissait. (Protestations.) Parfaitement. Les hommes qui étaient aux tranchées n'ont pas à prendre la responsabilité de ce qui s'est ourdi sans eux, et contre eux. (Bruit.) Renaudel, vous avez reçu pendant assez longtemps les éloges de « l'Action Française », dont vous avez par deux fois servi la politique pour n'avoir pas à dire du mal de... (Bruit.) Je veux dire que, le passé de guerre, c'est aussi l'avenir. Je veux dire que, prétendre que la politique du 4 août était belle et noble en soi, c'est en quelque sorte donner aux gouvernants un avertissement, je dirai presque un encouragement.

Plusieurs voix. — Regardez chez vos amis ! Regardez chez vos amis ! (Bruit.) C'est du cabotage ! (Interruptions.)

Raymond LEFEBVRE. — Voici l'attitude que le Parti doit prendre, devant la France et l'Internationale, en présence de faits nouveaux, ce qui, par conséquent, dans mon esprit, n'implique pas nécessairement un reproche aux doctrines d'avant-guerre. Mais je me tourne vers certains camarades du Comité de la Reconstruction, et je leur dis : Il n'est pas possible de vous en tenir strictement à l'attitude, qu'on pouvait avoir avant 1914, d'une Internationale de gens qui n'auraient de la guerre rien oublié ni rien appris : ce serait une Internationale morte... (Très bien !), et c'est un peu le reproche que je fais à ceux qui veulent se limiter strictement sur ces doctrines d'alors. Cependant, il y a là un nouvel élément de discussion qui viendra tout à l'heure sur la question de l'Internationale ; je n'y entre pas. Je m'adresse aux éléments internationaux de ce Congrès. Je leur dis... (Bruit.)

Une voix. — Nous le sommes tous !

Raymond LEFEBVRE. — Non. l'Internationale de l'Union sacrée n'est pas l'Internationale ! (Applaudissements à gauche.) Des gens comme Rognon disaient, pendant la période électorale (c'est ce qui m'a été rapporté dans la Fédération du Rhône) : « Si c'était à recommencer, nous recommencerions ! » Avec des gens comme cela, il n'y a rien que la scission ! (Applaudissements à gauche.)

FROSSARD. — Je voudrais dire un simple mot : quand des parlementaires ou des militants, dans l'état présent des choses, affirment que, s'ils avaient à recommencer ce qu'ils ont fait le 4 août 1914, ils recommenceraient, c'est leur droit absolu au regard de toutes les décisions du Parti. (Très bien !) On n'a pas le droit de dire qu'il suffit de prendre cette attitude pour que nous les frappions d'exclusion. Le jour où le Parti socialiste aura pris sur la question la position que lui demande de prendre Raymond Lefebvre, alors, il aura le droit de sévir contre ceux qui ne s'inclineront pas. Mais, jusque-là, permettez-moi de le dire, ceux qui continuent à penser qu'il doit y avoir, même en régime capitaliste, une Défense nationale, ceux-là n'attendront pas pour être proscrits que vous l'avez décidé ! (Vifs applaudissements.)

Raymond LEFEBVRE. — Camarades, j'ai confiance pleinement en les sentiments d'humanité de tous ces 130.000, dont la plupart reviennent du front. Ceux-là, ah ! je suis tranquille, c'est le sabotage de la mobilisation et tout de suite ! (Bruit.) Oh ! j'entends quelque chose de tout autre qu'une action herveïste ! Une action révolutionnaire doit avoir une méthode, une lenteur, une minutie parfaite, et voilà pourquoi dès maintenant nous posons la question ici. La lutte nouvelle qui s'ouvre aujourd'hui entre deux tendances dans le Parti, ce n'est plus contre l'ancienne droite d'Union sacrée (que les militants ont à peu près complètement rejetée et qui ne compte qu'un nombre toujours plus dérisoire de suffrages) : elle est entre deux fractions qui s'honorent l'une et l'autre d'avoir combattu pour la paix, et qu'ici, on permette à un délégué de la III^e Internationale de dire que, souvent, nos camarades de Russie sont d'une sévérité excessive vis-à-vis d'hommes que nous aimons et qui ont courageusement combattu pendant la guerre ; que, cependant, nous les attendons aux actes avec angoisse : de l'action de masses, voilà ce que nous attendons d'eux ; action de masses dans tous ses domaines, action révolutionnaire intégrale. Voilà la preuve qu'ils pourront fournir de leur intégrité communiste. C'est vrai qu'aujourd'hui... (Interruptions.)

UHRY. — Hervé a raconté ça il y a longtemps !

Raymond LEFEBVRE. — C'est curieux, cette façon de sauter d'un siècle à l'autre en une minute ! Mais vous ne comprenez donc pas qu'il y a un abîme entre les deux siècles ! Ce qui était vrai en

1789 n'était plus vrai en 1815... ce qui était vrai en 1914 ne l'est plus en 1920...

Une voix. — Ce qui est vrai à Moscou ne l'est pas toujours à Paris !

Raymond LEFEBVRE. — Ce n'est pas le jour où les affiches sont collées sur le mur des mairies qu'il faut saboter la mobilisation, c'est tout de suite ! (Bruit.)

Un Délégué. — Partons ! Partons ! (Rires.)

Raymond LEFEBVRE. — C'est curieux comme on peut s'amuser avec la mort de deux millions de Français ! (Vifs applaudissements à gauche.)

Plusieurs voix. — Vous spéculez ! — Il en a le droit ! Vive Lefebvre ! — Vous êtes le rempart de la III^e Internationale !

Raymond LEFEBVRE. — J'ai fini, camarades. On a beaucoup parlé d'hervéisme. Je ne sais rien de plus différent de la méthode hervéiste que celle que je préconise...

Je voudrais qu'ils se missent à défricher la France révolutionnaire.

Camarades, on nous a accusés très volontiers, nous autres III^e Internationale, d'être les adeptes stériles d'une doctrine. Il me semble que voilà une singulière accusation et démenti par tout ce que je viens de vous proposer, qui n'est qu'action. Nous allons rester sur nos positions, et vous prendrez vos responsabilités. Je souhaite, pour le succès de cette révolution, à laquelle peu d'entre vous semblent croire, et qui pourtant semble devoir secouer les campagnes plus encore que les villes... (Bruit et interruptions.)

Un délégué. — Les campagnes sont pour la contre-révolution.

Raymond LEFEBVRE. — Camarades, vous allez dire ce que vous allez faire. Vous vous êtes présentés à nous avec un programme précis ; je regrette que la chose la plus importante, les épurations nécessaires, vous ne les ayez pas encore faites. Les événements se précipitent. Vous dites : « La situation est révolutionnaire, mais les hommes ne le sont pas ! » La situation vous favorise et vous n'avez plus qu'à la faire comprendre aux hommes ; vous n'allez pas rester inertes ; il est temps que cela change, et j'espère que vous allez le comprendre. (Applaudissements à gauche.)

A la séance suivante, Maneras fit un long discours pour défendre la politique d'Union sacrée. Vers la fin de son exposé il crut devoir mettre en cause Raymond Lefebvre dans les termes que voici :

MAYERAS. — ... Raymond Lefebvre me permettra de lui rappeler que c'est pendant l'atroce tragédie de Verdun qu'il s'est engagé ! Puisque vous

avez volé à ce moment-là au secours de votre pays, citoyen Lefebvre...

Raymond LEFEBVRE. — Voulez-vous me permettre de répondre à ce que vient de dire Mayéras ? Mayéras, une erreur vous fait dire que c'est au moment de Verdun que je me suis engagé. Je suis de ceux, — et j'en ai un très grand orgueil personnel, — qui n'ont pas, une seule seconde, accepté la guerre. Dès le 31 juillet, dès le 2 août, j'ai écrit à ce moment de ces choses qui le prouvent. J'étais contre la guerre de toute ma passion. Dans le petit noyau de la Vie Ouvrière, où nous nous rencontrions alors, nous étions là, quelques-uns seulement, à tisonner les restes refroidis de l'Internationale. Nous n'avons pas une seule seconde admis l'Union sacrée, la collaboration, le 4 août, et rien de ce qui était alors. J'étais en congé de convalescence. J'ai demandé à partir pour le front, pourquoi ? C'était pour, si j'en revenais, si j'en pouvais revenir, saboter la gloire avec toute l'autorité de celui qui aurait été là-bas ! Voilà pourquoi je l'ai fait ! (Vifs applaudissements.) Je jure que c'est vrai, Mayéras.

Quant à ce qui est de Verdun, quant à ce qui est de la France, — je le dis parce que je l'ai pensé, — à ce moment, j'ai toujours redouté la défaite, c'est vrai. Depuis Verdun, je me demande si le patriotisme français n'aurait pas préféré la défaite en 1914 aux 300 milliards ou aux 2 millions d'hommes que nous avons perdus. (Applaudissements. Protestations.)

Je vois aujourd'hui mon pays saigné fiévreux : je sais que c'est la victoire qui a fait cela. Je sais que c'est la défaite que nous avons eue : que la victoire militaire, c'était la défaite du peuple, et que le défaitisme, c'était la victoire militaire... Le défaitisme, c'était la... (Bruit.)

LONGUET. — Le paradoxe littéraire !

DELCOURT. — Et le Nord à libérer, mon vieux ! (Bruit.)

Raymond LEFEBVRE (à Verfeuil qui interrompt). — Verfeuil, vous qui avez parlé du boulet de la victoire, vous êtes mal venu... Je ne vous reproche pas ce mot. Je dis que c'est un des mots les plus clairvoyants et les plus justes qui aient été prononcés, et c'est bien la preuve que notre doctrine est bien la meilleure de toutes, puisqu'elle permet à chacun de nos militants de trouver les formes justes et frappantes. Ne reniez pas cela : je vous en félicite.

VERFEUIL. — Vous êtes un surpatriote !

Raymond LEFEBVRE. — Mais oui, l'internationalisme, c'est le surpatriotisme ! (Bruit.) Il aurait été préférable qu'il y eût la paix sans vainqueur ni vaincu. (Applaudissements.) Mais la paix sans vainqueur ni vaincu n'a pas pu se faire (Bruit.) Thomas, c'est l'assassin de l'Internationale. (Bruit.) Et ce sont aussi des assassins, ceux qui se solidarisent avec cette ordure ! (Bruit.)

Au lendemain de l'Insurrection d'OCTOBRE

L'attitude contre-révolutionnaire des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. — Le sabotage de la Révolution. — L'initiative des masses et les « prodiges d'organisation prolétarienne ». — La « wodka », arme de la réaction.

La plus grande, la plus décisive des expériences de la classe ouvrière en lutte pour son émancipation et celle de l'humanité — la révolution prolétarienne de Russie — est-elle bien connue, ne disons pas des prolétaires d'Europe en général, mais, beaucoup plus modestement, des militants révolutionnaires ? A cette grave question, il faut répondre au seuil de la X^e année de l'existence de la République des Soviets par une triste négation. On ne va guère à cette prodigieuse école ! Et c'est même pourquoi les communistes des pays d'Occident manifestent parfois, dans leur propre action, tant d'inexpérience. Sans parler de la peine qu'ils éprouvent à suivre et à comprendre les événements du pays où la révolution continue.

Il serait grand temps de commencer l'étude sérieuse de notre récente histoire révolutionnaire, si belle, si vaste, si féconde, en exemples précieux que nulle autre ne peut lui être comparée. Il serait temps de se demander comment la révolution s'est accomplie, s'est poursuivie, dans sa réalité concrète de la rue, de la maison, de l'atelier, de l'usine, de la caserne, du village...

Si les pages que voici contribuent à donner à quelques-uns une faible idée de l'intérêt que pourraient présenter de semblables études, elles auront leur utilité quoique ne contenant que des exposés de faits.

L'insurrection faite, victorieuse, les difficultés commencent. Les crépitements des mitrailleuses viennent de cesser dans les rues. La vie reprend son cours « normal ». Nous sommes en novembre 1917. — Ces pages ne donnent qu'une idée partielle de la situation. Le canon venait de se taire à 50 km. de la capitale ; la « crise du pouvoir » sévissait au Comité Central bolchévique et au Conseil des Commissaires du Peuple ; la guerre civile s'allumait dans le Sud ; le ravitaillement était d'une précarité terrible...

Léninegrad, Oct. 26.

V.-S.

SOCIALISTES DE CONTRE-REVOLUTION

Rien n'est plus lamentable, à ce moment, que l'effondrement des deux grands partis de la démocratie socialiste. Puissants par leur passé prestigieux, par leur influence sur les campagnes, sur les intellectuels, sur les classes moyennes éclairées et, naguère encore, sur de fortes minorités d'ouvriers, les socialistes-révolutionnaires avaient toute facilité de prendre le pouvoir sans même attenter à la vieille légé-

lité, et de gouverner en socialistes. Le pays les eut suivis. La majorité de leur parti blâma, à son IV^e Congrès, le Comité central de ne l'avoir pas fait.

Les Chefs S.-R. dominés par le fétichisme de la démocratie formelle, craignant par dessus tout l'anarchie des masses et la jacquerie, rêvant d'une démocratie parlementaire où leur noble éloquence eut régné, avaient préféré à ce chemin ardu la collaboration avec la bourgeoisie libérale. Les S.-R. avaient exercé sur le gouvernement de Kérénsky une influence prédominante. Kérénsky lui-même appartenait à leur parti, de même que son ministre de l'agriculture, Victor Tchernov, théoricien verbeux du socialisme populaire, auteur d'un programme de réforme agraire dont il ne cessa, lui-même, de différer l'application. Dans les Soviets, les S.-R., appuyés sur les mencheviks, avaient eu la majorité. Ils formaient la majorité à la Douma municipale de Moscou ; ils détenaient presque la moitié des mandats dans celle de Pétersbourg. Leur leader Avksentiev, présidait le Conseil législatif provisoire de la république. Ils semblaient disposer de fortes équipes d'hommes d'action. Leur Comité central, déchaînant à son gré les vagues d'attentats terroristes, offrant par centaines des héros et des martyrs à la révolution. N'avait-il pas fait trembler autrefois l'ancien régime ?

Les mencheviks, minorité du parti ouvrier social-démocrate russe, aux prises depuis plus de vingt ans, avec les bolchéviks, en des luttes fractionnelles qui étaient en réalité celles de l'intransigeance révolutionnaire et de l'opportunisme socialiste, influents dans les centres industriels, parmi les intellectuels, dans les coopératives, dans les directions de syndicats, dans les milieux gouvernementaux d'hier auxquels ils donnaient des hommes d'Etat aussi remarquables par leurs qualités personnelles, et par leur passé révolutionnaire, que Tcheidzé, Tseretelli, des théoriciens et des agitateurs aussi doués que le grand fondateur de la socialdémocratie russe G.-V. Plékhanov, I. Martov, Dane, Abramovitch, — les mencheviks se prononçaient de même, avec des hésitations analogues, pour la collaboration des classes, la démocratie, l'Assemblée Constituante contre « l'anarchie », le « socialisme prématuré », « l'hystérie bolchéviste » et... « la guerre civile » (sic).

Le 26 octobre, ces deux partis socialistes prenaient à la Douma municipale de Pétrograd l'initiative de la constitution d'un Comité du Salut de la Patrie et de la Révolution, où ils admirent trois cadets représentant la haute bourgeoisie (M. Nabokov, la comtesse Panina et un inconnu). L'organisation militaire des S.-R. se chargea de la préparation du soulèvement des écoles militaires. Gotz (1) désigna le chef du mouvement, un colonel ; Avksentiev signa l'ordre, aux écoles militaires, de prendre les armes et d'agir. L'organe officiel du parti, le « Diélo Naroda » (La Cause du Peuple) annonça la présence du « président du Comité Central du Parti, président honoraire du Soviet panrusse des paysans, V. M. Tchernov, à la tête des troupes du général Krasnov ». Après le désarmement des junkers, le Comité du Salut public, le Comité Central du parti S.-R., les deux signataires de l'ordre de combat, Avksentiev, et un menchévik, **désavouèrent** avec ensemble — par crainte des conséquences et pour pouvoir recommencer — le coup de force qu'ils avaient monté et que plusieurs centaines de jeunes hommes avaient payé de leur sang (2). L'appel du Comité du Salut Public répandu le 27 octobre disait en toutes lettres :

« Résistez les armes à la main à l'aventure insensée du C.R.M. bolchévik ! Nous appelons toutes les troupes fidèles à la Révolution à se rassembler, autour de l'École militaire Nicolas, et à se grouper autour du Comité du Salut public... »

Pas une unité de l'armée ne répondit à cet appel.

Après cette déshonorante équipée la conspiration girondine contre la révolution s'installe en permanence. Les S.-R., plus actifs que les menchéviks et plus accoutumés à l'illégalité y jouèrent le rôle le plus marquant.

Ce n'est pas que la mentalité contre-révolutionnaire des social-démocrates fut moins accusée. Ils écrivaient, pendant la bataille : « A l'heure grave que traverse Pétrograd et le pays entier, la révolution reçoit un coup terrible et ce coup ne lui est pas porté dans le dos par le général Kornilov mais en

(1) A. R. Gotz : Un des chefs et fondateurs du parti s.-r. ; participa à son action terroriste en 1905-06. Traqué sous l'ancien régime. Exilé en Sibérie. Fut un des inspirateurs du régime Kérénsky, puis de la résistance armée aux Soviets. Condamné à mort au procès des s.-r. (Moscou, 1922). — Avksentiev, un des personnages les plus représentatifs du même parti, plus tard membre du directoire sibérien déposé par Koltchak. Emigré.

(2) « Je fus indigné. C'était un odieux reniement. Gotz avait participé à la préparation de l'insurrection. Avksentiev avait signé... » Déposition du s.-r. Rakitine-Browa lue au procès des s.-r., à Moscou, en juin 1922, l'acte d'accusation dressé contre les s.-r. par Krylenko et qui fut largement répandu en son temps, contient sur tous ces faits une documentation accablante.

pleine poitrine par Lénine et Trotsky. » Conclusion : Ouvriers joignez-vous « pour éviter la guerre civile (!) » au Comité du Salut public, c'est-à-dire à la réaction. Neuf jours après la révolution, le 3 novembre, une conférence menchévik se tint à Pétrograd. Deux points de vue opposés s'y affirmèrent, ainsi résumés par Abramovitch : « la minorité dit qu'il faut opposer à la force des bolchéviks une autre force : celle des baïonnettes ; la majorité dit que les bolchéviks ont la sympathie des masses du prolétariat et de l'armée, qu'il s'agit d'une insurrection de sans-culottes, que la réprimer serait jeter les soldats dans la plus noire réaction et l'antisémitisme, déchaîner les forces de la droite... Aussi faut-il éviter, par la conciliation, la guerre civile ». — « Dans les premiers jours, dit Dane, nous avons eu l'espoir que le complot bolchévik pourrait être liquidé par la force des armes. La tentative a échoué... » (Textuel). « C'est pourquoi, achève Dane, nous nous plaçons désormais au point de vue de la conciliation. » Ces fusilleurs avortés du prolétariat russe étaient contre la guerre civile, n'ayant pu y vaincre ! Dane préconisait une politique tendant à scinder les bolchéviks, à rapprocher les « bolchéviks raisonnables » d'une large entente démocratique, à isoler les autres et finalement à écraser « la soldatesque groupée autour de Lénine et de Trotsky. » Le raisonnement d'un nommé Weinstein vaut d'être cité comme un modèle de casuistique socialiste au service de la réaction : « Si la démocratie ne réprime pas le bolchévisme, même par la force des armes, d'autres le feront à sa place. » (3). Au vote la tendance irréconciliable, celle de la lutte la plus active contre le bolchévisme l'emporta.

Les hommes qui tiennent ce langage ne sont pas à la droite du parti. La droite de la social-démocratie est représentée par la tendance de défense nationale, qui a pour organe « l'Edinstvo » (l'Unité) et pour leader, le vieux grand homme, le Guesde russe, Georges Valentinovitch Plékhanov. Alité, malade, le vieux Plékhanov recevant le 17 octobre, Jacques Sadoul, lui disait des bolchéviks : « Il faut non seulement mater, mais écraser cette vermine, la noyer dans le sang. Le salut de la Russie est à ce prix. » — « Plékhanov, écrivit Sadoul à Albert Thomas, est convaincu de l'imminence du conflit et le souhaite passionnément, au point de laisser entendre, lui, dont vous connaissez les scrupules démocratiques, que si le mouvement ne se déclenchait pas spontanément, il faudrait le provoquer. » Les

(3) *Rabotchaia Gazeta (Gazette Ouvrière)*, organe officiel du Parti Ouvrier Socialdémocrate russe du 5 (1^{er}) nov. 1917, citée par Ilya Vardine (*les menchéviks après la révolution d'octobre*) dans *Cinq Ans*. — Emigrés, Abramovitch et Dane représentent encore à l'Exécutif de l'Internationale Socialiste, la Socialdémocratie russe.

« bandes bolchéviques » sont à ses yeux un « horrible mélange d'idéalistes utopiques, d'imbéciles, de traîtres et de provocateurs anarchistes. » (4). La chute du vieux Plékhanov était profonde. Insondable. Du moins déduisait-il avec une implacable logique toutes les conséquences de son attitude de socialiste de défense nationale.

L'organe de Maxime Gorki, « La Novaia Jizn » (La Vie Nouvelle) qui adoptait à ce moment une attitude de neutralité, définit en ces termes la politique de « la démocratie modérée » (il s'agit surtout de socialistes) : ses organisations « invitent tous les citoyens à refuser l'obéissance aux bolchéviks, à résister activement à l'émeute, à recourir au sabotage et à la désorganisation du ravitaillement. Leur mot d'ordre est : Contre les bolchéviks tous les moyens sont bons. » (5)

LE SABOTAGE

« Tous les moyens sont bons ! »

Ce n'étaient pas des mots. La démocratie contre-révolutionnaire recourait, en grand, à une arme impitoyable du reste contraire aux usages de la guerre : au sabotage systématique de toutes les entreprises d'intérêt général (ravitaillement, services publics, etc.). La guerre des classes, dès son début, brisait le moule conventionnel du droit de la guerre.

Quand les rouges victorieux entrent dans les bâtiments de la Douma municipale de Moscou, ils n'y trouvent que débris. Les dossiers ont servi à boucher les fenêtres. Les armoires et les secrétaires sont vides. Les machines à écrire, hors d'usage. Les employés de la ville — 16.000 hommes — sont en grève. Leur grève contre la révolution ouvrière, durera quatre mois dans une ville que menaçaient déjà, à la veille de l'insurrection la famine et les épidémies. « Remettre en activité les administrations de la ville présentait, dans ces conditions, une difficulté inouïe. La grève de tous les employés — sans exception — des médecins, des instituteurs, des ingénieurs, le boycottage des emplois, le sabotage pratiqué par les nouveaux fonctionnaires d'une part, et, de l'autre, la nécessité de payer aux ouvriers leur salaire normal (les administrations civiles et militaires occupaient à Moscou plus de 200.000 ou-

(4) Jacques Sadoul. *Notes sur la révolution bolchévique*, lettre du 18 octobre, p. 47. Nous n'ignorons pas que Mme Plékhanov a opposé, en 1922, après des années de silence, un démenti partiel à J. Sadoul. Mais les notes de notre camarade, outre qu'elles présentent d'indéniables garanties de sincérité et de véridité générales, ne s'accordent que trop — malheureusement pour la mémoire de Plékhanov — sur ce point avec les faits et les textes.

(5) *Novaia Jizn*, numéro du 28 oct. 1917, cité par An. Anychev, dans son *Essai d'Histoire de la Guerre Civile* (1925).

vriers), la nécessité de nourrir des dizaines de milliers de réfugiés et de pourvoir à tout prix à l'entretien des services des eaux, des égouts, des tramways, des abattoirs, du gaz, de l'électricité, tel fut le problème devant lequel des travailleurs et des militants très peu expérimentés en ces matières se trouvèrent tout à coup, n'ayant à compter, pour le résoudre, que sur leurs propres moyens. » (6) La participation de certains groupes d'ouvriers qualifiés au sabotage et à la grève, souligne le rôle qu'y joua l'influence des socialistes contre-révolutionnaires.

Situation analogue à Pétrograd. Voyons de plus près les effets du sabotage sur les grandes administrations de l'Etat. — A la section agricole du ministère du ravitaillement tous les fonctionnaires et employés, sans exception, se mettent en grève et... démenagent les dossiers des affaires courantes. La section de ravitaillement du Soviet — une poignée de militants — occupa un vaste immeuble désert. On y manqua de tout. « Nous y trouvâmes, écrit un camarade, Kalinine et moi, quelques morceaux de sucre au fond d'une caisse. Nous fimes du thé... » Le ministère du ravitaillement fut « pris par Schlichter, accompagné d'une équipe de gardes-rouges. Il n'y resta presque personne... »

A la Banque d'Etat la grève commença plus tard, le 14 novembre. Un militant écrit à ce sujet : « Je trouvai l'immeuble désert. Obolenski, Piatakov et Smirnov, réunis dans un cabinet se demandaient comment obtenir quelque argent pour le Conseil des Commissaires du Peuple qui n'avait ni papier ni encre : on négociait avec le personnel subalterne. Un fonctionnaire unique était resté à son poste... » Les bolchéviks se firent verser, après maintes formalités, cinq millions de roubles : V. D. Bontch-Brouévitch disposa de ce trésor avec parcimonie... (7) Dans certaines banques les employés consentaient bien à travailler mais, craignant d'avoir à répondre plus tard de leur complaisance, demandaient qu'on les y obligeât en installant des gardes-rouges dans les locaux. Les fonctionnaires de la trésorerie de l'Etat étaient demeurés en fonctions, afin de veiller sur les fonds dont ils avaient la garde.

Aux affaires étrangères Trotsky ne trouva personne. Un prince, Tatischeff, mis en état d'arrestation, consentit à la fin à lui ouvrir les secrétaires. Le Commissariat des affaires étrangères fonctionnait à Smolny, sans installation ni personnel. Trotsky, d'ailleurs absorbé par les tâches militaires, se faisait à ce moment de la politique étrangère une idée plutôt sommaire : « Je n'ai pris ce travail, disait-il, que pour pouvoir consacrer plus de temps au parti. Ma mission est restreinte : publier les trai-

(6) Anjoutkine, dans *Les journées d'octobre à Moscou* (éd. 1920).

(7) *Souvenirs*, de Bogdanov. *Rév. Prolet.*, N° 10, 1922.

tés secrets et fermer boutique. » (8) Divers documents avaient disparu.

Douze garçons de bureau et un fonctionnaire étaient demeurés au ministère de la justice.

Abrégeons cette énumération. Dans tous les ministères, dans toutes les administrations, dans toutes les banques, le spectacle était le même ; et, de même les fonds et les dossiers les plus importants avaient disparu.

Un gouvernement occulte fonctionnait, présidé par M. Prokopovitch qui avait officiellement pris la succession de Kérénsky « démissionnaire ». Ce ministère clandestin dirigeait la grève des fonctionnaires de concert avec un Comité de grève. Les grandes firmes de l'industrie, du commerce et de la banque, telle que la Banque Agricole de Toula, la Banque populaire de Moscou, la Banque du Caucase continuaient à payer leurs fonctionnaires en grève. L'ancien Exécutif panrusse des Soviets (menchéviks et soc.-rév.) faisait de ses fonds, dérobés à la classe ouvrière, le même usage.

L'INITIATIVE DES MASSES

« Il faut des prodiges d'organisation prolétarienne ». Le salut était dans ce mot de Lénine (9). Cette résistance multiple de classes entières ne pouvait être combattue avec succès que par l'initiative de masses plus nombreuses et plus énergiques. La politique du parti et celle du pouvoir consistent surtout, dans cette période, à stimuler, guider parfois, sanctionner plus souvent l'initiative des masses. Il est prescrit par décret, aux Commissariats du peuple, de travailler « en contact étroit avec les organisations de masses des ouvriers, des ouvrières, des marins, des soldats, des employés. » Le décret du 28 octobre (10 novembre), laisse aux municipalités le soin de pourvoir au ravitaillement local. Un décret du même jour les invite à résoudre la crise des logements par leurs propres moyens, en leur accordant le droit de réquisitionner, séquestrer et confisquer les immeubles. Ce décret est caractéristique : il commande l'initiative et la prend, dans une circonstance de la plus haute importance, puisqu'il s'agit d'une atteinte grave à la propriété privée. Le décret du 14 novembre invite les ouvriers à contrôler eux-mêmes, par l'organe de leurs Comités, la production, les affaires, la situation financière des entreprises. D'autre part, le décret sur les terres accordait la plus large initiative aux Soviets ruraux.

L'initiative des masses était tout puisqu'il n'y avait pas de gouvernement central. Le Conseil des Commissaires du peuple n'était qu'une très haute autorité... morale. « Ses premières séances, écrit Chliapnikov (10) se tinrent dans le petit cabinet de Lénine

au second étage de l'Institut Smolny. Son personnel fut, au début, très restreint : un chef de services, V. Bontch-Brouévitch et un couple de collaborateurs. Je crois qu'on ne rédigea même pas de procès-verbaux des premières séances. » Les séances étaient longues. Quantité de questions pratiques exigeaient des solutions immédiates. On en discutait avec des délégations ouvrières. Le Conseil décida que les Commissaires du Peuple recevraient des émoluments égaux au salaire moyen d'un ouvrier qualifié (500 roubles par mois) plus une allocation de 100 roubles par mois et par membre de famille ne travaillant pas. À la tête de ce gouvernement d'une révolution, Lénine s'attachait à faire preuve d'autorité, exigeant l'accomplissement précis de formalités, s'y conformant lui-même, inculquant ainsi à son entourage, et par rayonnement, bien au-delà le sentiment du pouvoir, la confiance et le respect d'une autorité qu'il créait par là même (11).

Quelques exemples de l'initiative des masses ne seront pas superflus. Le syndicat des métallurgistes, dont le secrétaire Chiapnikov, venait d'être nommé Commissaire du Peuple au Travail, fournit à ce ministère les premiers éléments de son nouveau personnel. Le Comité Central du syndicat des gens de mer et des marinières se chargea d'organiser la nouvelle administration des ports. Dans beaucoup d'administrations et d'entreprises le personnel subalterne se trouva porté, par la défection du personnel supérieur, à la direction. Il l'accepta.

Les tribunaux avaient disparu, à l'exception de quelques-uns que la garde-rouge dut dissoudre. Une équipe de soldats procéda à la dissolution de l'ancien « Sénat gouvernemental », formé de juristes éminents. Les juges de paix, assez populaires restaient en fonction. On amenait sans cesse à Smolny des gens arrêtés, fonctionnaires, officiers, pillards, voleurs. Une Commission d'enquête judiciaire réduite en somme à un militant surmené, occupait à l'étage supérieur de Smolny, une pièce encombrée de peaux de moutons, meublée d'une table et de deux ou trois chaises. Elle procédait à des interrogatoires sommaires et décidait de l'emprisonnement dans les caves de l'ancienne maison d'éducation des filles de la noblesse. Dans les faubourgs ouvriers les ouvriers créèrent eux-mêmes des tribunaux. « Le premier de ces tribunaux se créa au faubourg Vyborg. L'accusateur public et le défenseur étaient pris dans le public, qui participait aux débats. Le verdict était voté par l'assistance. Composé en majorité d'ouvriers, ce tribunal, fonctionne assez bien... » (12). À Smolny un tribunal analogue naquit de la Commission d'enquête que nous connaissons, et se préoccupa surtout de combattre le ban-

(11) Voir L. Trotsky, *Sur Lénine*, ch. V. Le pouvoir gouvernemental.

(12) *Souvenirs* de Kozlovski et de Bontch-Brouévitch. *Rév. Prol.*, 1922.

ditisme. Les malfaiteurs arrêtés étaient interrogés et jugés sans formalités par les personnes présentes à la Chambre 75. « On amena un jour, raconte Bontch-Brouévitch, une bande de faux-monnayeurs qui se refusaient à avouer. Dévisagés par quarante paires d'yeux, et pressés d'interrogations par les ouvriers, ces hommes fléchirent pourtant. L'un d'entre eux tomba à genoux en criant : « Je n'en puis plus, je dois dire toute la vérité... » Nous ne sûmes que faire de ces gens, la forteresse de Pierre et Paul était bondée. « On amena aussi un maniaque qui, dans une des artères centrales de la ville avait poignardé 22 personnes. Le problème de la criminalité hérité de l'ancien régime se posait ainsi, sans délai. Dans les prisons, les détenus de droit commun se rassemblaient, pétitionnaient, demandaient qu'on leur permit d'inaugurer une existence nouvelle : on les libéra pour la plupart. Beaucoup ne tardèrent pas à y revenir. Des tribunaux formels ne s'organisèrent que plus tard : on les forma de délégués du Soviet de Pétrograd assistés, chacun, de deux ouvriers pris sur les listes des Comités d'Usines.

L'ALCOOL

La contre-révolution put croire un moment avoir découvert l'arme la plus meurtrière : l'alcoolisme. L'abominable dessein de noyer la révolution dans le vin avant de la noyer dans le sang, de la transformer en une émeute des foules ivres, conçu dans l'ombre, reçut un commencement sérieux d'exécution. Il y avait à Pétrograd de riches caves à vins, des stocks précieuses de liqueurs fines. L'idée naquit — ou plus exactement fut jetée — dans la foule, de les mettre à sac. Des bandes promptement forcenées se ruèrent sur les caves des palais, des restaurants, des hôtels. Ce fut une contagion de folie. Il fallut former des équipes d'élite de gardes-rouges, de marins, de révolutionnaires pour parer par tous les moyens, au danger. Les gens venaient puiser du vin à même les soupiraux de caves inondées par des centaines de fûts crevés ; des mitrailleuses en défendaient l'accès. Mais le vin monta plus d'une fois au cerveau des mitrailleurs. On saccagea hâtivement des stocks de vieux vins, pour que le poison s'écoulât promptement à l'égout. — Antonov-Ovséenko écrit : « La question fut surtout grave en ce qui concerne les caves du Palais d'Hiver. Le régiment de Préobrajenski chargé de les garder s'énivra et ne fut plus bon à rien. Le régiment de Pavlovaki, notre appui révolutionnaire ne tint pas, lui non plus. On envoya des équipes d'hommes pris à divers régiments : ils s'énivrèrent. Les Comités ne résistèrent pas davantage. On fit disperser la foule par des autos blindées, leurs équipes titubèrent bientôt. Au soir tombé, c'était une bacchanale. « Buons les restes des Ramanov » disait-on joyeusement dans la

foule. « L'ordre fut enfin rétabli par les marins arrivés de Helsingfors, hommes de fer qui s'étaient engagés à se tuer plutôt que de boire. Au faubourg de Vassi-Osstrovo le régiment de Finlande, dirigé par des éléments anarcho-syndicalistes décida de fusiller les pillards sur place et de faire sauter les caves à vins. » Ces libertaires n'y allaient pas de main-morte. Fort heureusement !

Ces excès étaient voulus. Tous les moyens sont bons ! Il se produisit de semblables excès dans tout le pays ; la main de l'ennemi y fut maintes fois visible. Un des combattants de la révolution d'octobre, au front de Roumanie, relate, par exemple, ce qui suit :

« L'alcool apparut tout à coup au front en quantités énormes. On le recevait par citernes entières étiquetées pétrole ou benzine. Les troupes, épuisées par les privations l'apprenaient vite — comment ? C'est le secret des expéditeurs — empoisonneurs — et se jetaient, parfois par bataillons ou par régiments entiers sur cette richesse ; il leur arrivait de défendre leurs citernes à coup de baïonnette ou de mitrailleuses. Nous le vîmes à Minsk et, plus loin à l'arrière, à Orcha... Nous reçûmes à Orcha un premier transport de 17 wagons d'alcool envoyés de Smolensk, nous ne pûmes établir par qui, vers le 15 novembre, quelques jours après un second transport de 22 wagons étiquetés, avoine, harengs, bois, et contenant des fûts de vin, nous arriva. Nous avions renvoyé le premier que les soldats avaient du reste pillé en cours de route, non sans murmurer des menaces à notre adresse... Des membres du Comité révolutionnaire avaient cédé à la tentation de boire... Nous formâmes une équipe de sept hommes absolument sûrs, bien armés, qui travaillèrent sans relâche, de 10 heures du soir à 11 heures du matin, dans un lieu écarté, à défoncer les fûts de chêne du second convoi », écrivait I. Dmitriev qui combattait sur le front roumain.

À Pétrograd il fallut (le 2 décembre), charger un Commissaire extraordinaire, muni de pleins pouvoirs, de combattre le fléau. Des mesures draconniennes s'imposèrent. On fusilla sur place quelques pillards de caves.

Trotsky, parlant aux Soviets, disait :

« La vodka est une force politique comme la parole. La parole révolutionnaire réveille pour la lutte contre les oppresseurs ; la vodka, au contraire, endort pour que l'endormi soit vaincu... Si vous ne réussissez pas à barrer la route à l'ivrognerie, il ne nous restera plus d'autre ressource que les autos-blindées. Souvenez-vous en : chaque jour d'ivrognerie rapproche nos oppresseurs de la victoire et nous ramène à l'ancien esclavage. »

Le mal fut vaincu en une semaine.

VICTOR-SERGE.

(8) *Souvenirs*, de S. Pétrovski, même ouvrage.

(9) Écrit, dès mars 1917, dans un sens très précis.

(10) *Rév. Prol.*, N° 10, 1922.

CHRONIQUES

Le Prix de l'Esprit

(Suite.)

C'est à juste titre qu'une société basée sur l'accumulation du capital entre les mains d'une classe et la protection de ce capital, se méfie de toute production intellectuelle, comme si la pensée était incompatible avec ce que cette société entend avant tout sauver. Mais elle pratique à l'égard de la pensée une politique analogue à celle qui lui sert à enlever momentanément aux prolétariats le goût de la révolte : c'est une sorte de social-démocratie de l'esprit. Cette formule mérite quelques explications.

Il est bien entendu que le produit pur de la pensée n'existe pas, mais tend à exister. Un livre, toujours par exemple, n'est pas forcément qu'une marchandise, mais est forcément une marchandise. Ce n'est que relativement à un autre, ou mieux à la plupart des autres livres, que d'un point de vue révolutionnaire, et révolutionnaire seulement, on pourra nier qu'un livre soit une marchandise. N'importe qui trouvera les exemples concrets de cette proposition. Si donc il se produit aujourd'hui un livre qui soit un produit aussi pur que possible de la pensée, il résulte de tout ce qui précède que la société au sein de laquelle il se produit lui opposera le maximum de résistance et toutes les chances sont pour que s'il est écrit il ne puisse pratiquement paraître. Il est même vraisemblable, l'homme qui l'écrirait étant soumis a priori aux limitations sociales, qu'il ne sera pas même écrit. Cependant un livre, qui n'est pas le livre idéal dont je parlais, mais qui s'en approche, à la faveur d'un compromis minimum, compromis sur lequel d'ailleurs il faut s'entendre (car bien des livres présentés par leurs auteurs comme utilisant un tel compromis social, sont tout au contraire de purs produits bourgeois qui utilisent à des fins infâmes un compromis révolutionnaire), un livre peut-être parviendra à se faire jour malgré la surveillance que le capital exerce sur l'esprit. Le plus souvent l'inertie suffit à étouffer cette voix qui s'élève. L'eau se moque du coup d'épée qu'elle reçoit. Mais il ne faut pas oublier que le capitalisme comporte intellectuellement comme économiquement ses conflits et ses contradictions. Ce sont ses points de moindre résistance. Dans un cas comme dans l'autre, le scandale devient impossible à étouffer. C'est alors que se fait entendre la voix d'en bas comme ils disent.

Quand il faut compter, quand il est évident qu'il faut compter avec une pensée qu'on n'a pas su étein-

dre, la bourgeoisie cherche d'abord à circonscrire le feu. Mais surtout, ici comme ailleurs, sa grande idée est de faire servir cette source d'incendie aux fins qui lui sont propres. Elle s'attaque à l'audacieux, elle tente de le circonvenir. Elle lui fait des concessions. Et c'est ainsi qu'on voit les pensées les plus irréductibles au cours des années tourner comme des girouettes au vent social, et finalement consolider de toute la force de leur révolte première l'édifice qu'elles espéraient d'abord ébranler. Il est assez terrible de constater qu'à l'exception de quelques poètes, qui ne se sont pas placés sur le plan politique et des dialecticiens du matérialisme historique, depuis cent ans toute force intellectuelle a subi cette évolution bourgeoise, je veux dire tout ce qui faisait figure de force intellectuelle en Occident. Ce qui d'abord était révolte s'est progressivement considéré soi-même comme audace. Il n'y a pas une idée, si odieuse d'abord qu'elle soit aux hommes qui en aperçoivent la manifestation première, qui ne puisse être si bien déguisée, acclimatée, expliquée qu'au bout de dix ou quinze ans elle ne passe de l'état de paradoxe à celui de préjugé. Il suffit pour cela d'une petite malhonnêteté initiale. C'est celle-ci qui donne au mouvement des idées dans le monde bourgeois cet aspect évolutif, ce mensonge de progrès intellectuel. Ainsi s'implante dans les sphères où les hommes font métier de penser cette croyance que patience et longueur de temps font plus que force ni que rage, et que parmi la masse des crapules qui prêchent dans l'eau trouble de l'esprit-marchandise quelques rêveurs abusés croient encore à l'amélioration du sort fait à la pensée. Gens de philosophie vague et d'esprit petit-bourgeois. C'est de ces canailles et de ces moufons qu'est faite la sociale-démocratie de l'esprit, dont je parlais.

Ce concept est essentiel. Il n'est pas qu'une image, il est la révélation d'une méthode. Quand on a une bonne fois aperçu le mécanisme de l'acclimatation intellectuelle, qu'on a relié ce phénomène à toutes les manœuvres qui servent à réduire socialement toutes les tentatives susceptibles de porter atteinte au système capitaliste, il devient aisé de reconnaître ceux qui trahissent leur pensée, ou plutôt la pensée, c'est-à-dire le mouvement révolutionnaire de l'esprit, dès le commencement de cette trahison. Les deux symptômes cardinaux qui annoncent celui-ci sont presque inmanquablement la confusion entre l'esprit et la marchandise, et d'autre part la prétention de réformer la situation de l'esprit. Je prendrai pour exemple de ce double courant qui entraîne des esprits prétendus révolutionnaires à la rescousse du capital celui de tous les intellectuels qui, présentant le travail intellectuel comme une réalité, entendent en déterminer précisément les revendications. Une apparence de parallèle entre la situation des ouvriers, c'est-à-dire des producteurs de valeurs

et ceux qu'on n'hésitera pas à considérer comme tels, alors que tout leur travail consiste à mettre en bouteille des idéologies bourgeoises contre-révolutionnaires, une telle apparence de parallèle permet de donner à ces derniers une allure prolétarienne, dont plusieurs sont dupes. Il est alors rapidement question d'améliorer leur situation. Comme s'il pouvait être question de situation pour qui se dit intellectuel ! Cette mauvaise plaisanterie fait long feu. Il faut qu'on se persuade qu'aucune amélioration ne peut être apportée dans le domaine de la pensée. L'homme qui s'est soumis à sa pensée, dont la pensée est la fonction, n'a rien à gagner à l'exercice de cette fonction. Qu'il s'en convainque. Et quand il a fini de penser il meurt. C'est bien connu.

La conception du travail intellectuel, de ses revendications, de sa réalité n'est donc qu'une spéculation réformiste dont le développement naturel est l'inféodation progressive de la pensée au capital, auquel elle donne la possibilité de s'adapter au jour le jour aux imprévisibles démarches de l'esprit. Elle est social-démocrate. Que les intellectuels prennent notion de leur rôle, il ne serait pas trop tôt. Leur rôle n'est pas de poser à l'ouvrier opprimé. Leur rôle est de préparer la révolution. La révolution mondiale communiste telle que la définit la III^e Internationale. Ils ne doivent être les ouvriers que de cela. C'est en vain qu'ils voudront arguer du sort des intellectuels russes dans l'Union Soviétique, s'autoriser de leur exemple pour faire ceci ou ceci. Ce qui se passe à l'intérieur du parti russe n'a pas à être jugé par ceux qui subissent encore le gouvernement de la bourgeoisie. Aucune comparaison ne peut être faite entre la vie sous la dictature du prolétariat et la vie sous le régime du capital. « Il faut bien vivre » dira l'un de ces maquignons de la pensée. Non : il faut préparer la révolution. Le reste importe peu. Débrouillez-vous. Procurez-vous les moyens de cette vie, mais qui tiendrait à ce que vous vous les procuriez aux dépens de l'idéologie que vous prétendez défendre ? Il n'est pas nécessaire que vous viviez si cela vous met dans la dépendance d'un consortium capitaliste, de la pensée ou des mœurs bourgeoises. Ce n'est pas de la personne des intellectuels que le prolétariat peut avoir besoin. C'est de leur pensée. Les personnes ne sont que des ramassis d'opinions. Il est aisé, il est souhaitable d'en faire bon marché. Ce qui fait le prix de l'esprit, qui est infini, ce n'est pas le salaire qu'il rapporte à ses véhicules occasionnels, c'est la force révolutionnaire qui est en lui. Aucune méprise à ce sujet n'est tolérable.

Et sans doute qu'il y a pas mal de gens qui comptent jusqu'au bout bénéficier de ce genre de méprise. Qu'ils se détrompent. A la fin tout sera clair, et la grande main révolutionnaire abbattra brusquement le jeu des tricheurs.

ARAGON.

Leonid Borissovitch
KRASSINE

est mort à Londres
dans la nuit du 23 au 24 novembre
à l'âge de 56 ans.

L'Intelligence révolutionnaire

L'esprit a ses bastilles dans lesquelles est relégué tout ce qui s'élève trop violemment contre l'ordre admis. Pour que d'immenses littérateurs puissent, ou former une élite bourgeoise, ou corrompre en paix la masse exténuée des travailleurs, le pouvoir construit de solides murailles autour des idées extrêmes. Tous les moyens lui sont bons : il a créé un critérium des valeurs littéraires, il dénonce sans réplique le scandale, l'absolu est matière pour lui à de fines critiques ou à de vastes rigolades, la révolte prouve qu'un chacun est libre, même de se révolter, et le génie est anarchiste.

Si Hugo a percé ces murs, c'est que sa voix tonitruante s'est fait entendre pendant un siècle et qu'il a laissé l'équivoque pénétrer parfois dans son œuvre. S'il ne nous avait donné que les Châtiments, le peuple ne saurait plus son nom. Si Zola n'avait écrit que Germinal, et que l'Affaire Dreyfus ne lui eût pas permis de balayer la boue, le peuple lirait un peu plus de romans à treize sous.

On a été obligé d'apprendre à lire aux hommes, mais on s'est vite aperçu qu'ils pouvaient tout comprendre et l'on s'est interposé entre eux et la lumière éblouissante de l'intelligence absolue.

Le génie de Sade, de Borel, de Lautréamont, de Rimbaud et de bien d'autres, ne fait qu'un avec celui du peuple. Leur intelligence est commune. Elle ne saurait avoir de maîtres et rien ne peut lui être incompréhensible. Nous publierons, dans Clarté, des extraits de ceux qui écrivirent pour prouver cette communauté. Mais leur existence ne dépend que de la révolution.

Paul ELUARD.

P.-S. — Le prochain numéro de « Clarté » du 15 janvier 1927 contiendra des pages révolutionnaires de Petrus Borel (1809-1859).

(1) Voir Clarté, nouvelle série, n° 1.

LIVRES

Irène KACHOWSKAÏA

Souvenirs
d'une révolutionnaire
(Ed. Rieder)

L'auteur de ces récits est une socialiste - révolutionnaire russe, actuellement « surveillée » par le gouvernement des Soviets — et cela se comprend certes ! Irène Kachowskaïa appartient, en effet, à cette secte de terroristes pour qui l'attentat individuel constitue en fin de compte la seule forme possible de la lutte de la liberté contre le despotisme. Cette simplification à outrance de la solution du problème social conduit généralement ceux qui se prêtent à de telles utopies à faire le jeu de la bourgeoisie : car pour un terroriste, le tyran est à abattre, que ce tyran représente l'impérialisme capitaliste ou la dictature du prolétariat, seul chemin possible pour accéder au socialisme, pour briser l'Etat, pour supprimer les classes. Il faut le dire, les socialistes révolutionnaires terroristes russes luttèrent contre les bolcheviks de la même manière qu'ils avaient lutté contre le tsarisme : par le revolver et par la bombe. Ces « petits bourgeois exaspérés », comme les appelait Lénine, en vinrent par incompréhension totale de la lutte des classes et des modalités de cette lutte à fomenter des révoltes absurdes et criminelles — au point de vue prolétarien — contre le gouvernement des ouvriers et des paysans.

Les souvenirs d'Irène Kachowskaïa ont trait à deux attentats terroristes : l'un contre Eichorn, qui commandait les troupes allemandes qui occupaient Kiev ; l'autre, contre Denikine. Le premier réussit, le second fut rendu inutile, avoue l'auteur, par la victoire décisive des troupes rouges. On se rendra mieux compte de la mentalité d'Irène Kachowskaïa par cette appréciation qu'elle donne de la situation après le traité de Brest-Litovsk : « L'attitude équivoque des bolcheviks dans la lutte contre les Allemands mettait les travailleurs dans une situation des plus difficiles... les travailleurs avaient la sensation d'une incompréhensible trahison... notre campagne contre le traité de Brest prit alors toute son importance, de même que notre tactique de lutte souterraine et nos exhortations à l'action individuelle, etc... » Et c'est ainsi que tandis que les bolcheviks créaient l'armée rouge, instrument de libération prolétarienne, les S. R. prênaient l'action individuelle, comme si en abattant Eichorn ou Denikine, ils enterraient définitivement l'impérialisme allemand ou la contre-révolution blanche. A cette époque-là d'ailleurs, les bolcheviks se contentèrent de mettre les S. R. hors d'état de leur nuire, mais ils ne les empêchèrent pas d'aller préparer l'attentat contre Denikine. C'est ainsi que quelques jours avant leur départ pour l'Ukraine, trois S.-R. furent arrêtés par la tcheka, dont Irène Kachowskaïa. Vérification faite du but de leur voyage, ils furent remis en liberté et l'héroïne de ces récits, poussa le scrupule jusqu'à revenir se constituer prisonnière à Moscou.

Ce livre est précédé d'une préface du traducteur Joë Newman qui semble partager, bien entendu, le point de vue de Kachowskaïa. Or, M. Newman nous raconte qu'ayant envoyé *Les souvenirs d'une révolutionnaire*, à Romain Rolland « curieux de connaître l'impression d'un grand écrivain... nanti d'une profonde connaissance des sentiments des masses » (les-

quelles ?), Ce dernier répondit : « Je réprovoque les idées de Kachowskaïa, mais le récit... », et il ajoute : « Que d'héroïsme, de patience, d'abnégation, que de trésors de l'âme, l'humanité dépense à des objets monstrueux et absurdes. » Cela ne veut pas dire grand-chose, sinon que « le grand écrivain nanti, etc... », se défile derrière de vagues formules humanitaires, évite, comme de coutume de prendre position.

Pour nous, il ne s'agit pas de pleurnicher naïvement sur « les trésors d'âme que l'humanité dépense à des objets monstrueux et absurdes », mais de déterminer ces objets monstrueux et absurdes — ceux qui naissent du régime capitaliste — et de les faire disparaître par une lutte acharnée, par la violence organisée de la dictature du prolétariat.

Notons encore que les meilleures pages du livre de Kachowskaïa sont celles où elle dépeint les horreurs des pogroms et les excès abominables des bandes blanches en Ukraine.

M. F.

Louis ROYA

Histoire de Mussolini
(Ed. Kra)

Expliquer le fascisme par Mussolini, tel est le but que se trace M. Louis Roy. L'auteur de l'*Histoire de Mussolini* est animé d'excellentes intentions républicaines. Le fascisme et ses innombrables crimes politiques sont pour M. Roy l'objet d'une excellente critique sur le plan humanitaire.

« Voyez, dit M. Roy, voilà le sort qui atteint toute république qui laissera un homme dans le genre de Mussolini s'emparer du pouvoir et en faire un instrument de dictature personnelle. » M. Roy croit ainsi s'en tirer à bon compte. Il ne conclue pas. Il aurait pu conclure par un appel au meurtre ; s'il avait été logique avec lui-même, il aurait écrit un chapitre « sur la façon dont l'individu se débarrasse du monstre ». Mais M. Roy est un homme prudent. Faire l'apologie d'un acte qualifié crime ne lui sourit guère. Mais, vraiment, terminer un livre sur un tel sujet, en écrivant « A Rome, la roche tarpéienne est toujours à la même distance du capitol, etc... Mussolini a de trop réelles qualités pour ne pas se ressaisir... il lui reste une œuvre à réaliser — la plus belle de sa vie — celle de réparer le mal qu'il a fait à la Liberté et à l'Humanité... », c'est tout simplement une lâche reculade, une peur des responsabilités, une couardise petite bourgeoise qui situent M. Roy dans le juste milieu le plus répugnant.

Le livre de M. Roy n'est valable, à notre point de vue, que par certains documents qui nous permettent, d'ailleurs, à l'encontre de la thèse soutenue par son auteur : le fascisme, c'est Mussolini, de considérer, au contraire, le fascisme sous son aspect social, le seul qui nous importe et que M. Roy n'a pas vu. Sous une forme anormale, parce qu'il s'applique à un pays placé dans des conditions économiques et sociales spéciales, le fascisme a représenté et continue à représenter, en Italie, une forme d'expression de l'impérialisme. Que Mussolini joue dans le fascisme un rôle prééminent, c'est incontestable ; mais Mussolini lui-même n'est qu'un instrument de l'impérialisme. Labriola semble avoir compris cette vérité que nient la plupart des historiens bourgeois ou social-démocrates du fascisme. Il écrit : « La fin même du gouvernement de Mussolini ne marquerait pas celle de phénomènes qui, en un certain sens, s'enracinent

dans la société italienne et semblent indissolubles par celle-ci — quand bien même il serait destiné à changer de forme et d'aspect... » M. Roy, qui n'est pas marxiste, attribue ces paroles de Labriola au... découpage. Et pourtant, il est bien évident que le régime fasciste ne prendra fin que par son antithèse : la révolution prolétarienne. L'évolution même de la lutte des classes en Italie, depuis les élections de 1924, prouve, à coup sûr, la faillite des méthodes démocratiques pour lutter contre le fascisme. Mais il est inévitable que le prolétariat italien aura à entrer en action un jour ou l'autre, et, ce jour-là, ce ne seront pas des bulletins de vote démocratiques de tous les messieurs Roy italiens, qui chasseront du pouvoir Mussolini, ses fascistes et la classe capitaliste.

M. F.

Max BEER

Karl Marx : Sa vie.
Son œuvre.
Bureau d'éditions, de
diffusion et de publicité
(Prix : 6 fr.)

La première tâche dans l'éducation d'un communiste est d'étudier, de la façon la plus approfondie qui soit possible, la pensée de Marx. Le livre de Max Beer apporte sur ce point une aide précieuse. Il est difficile, à l'ensemble de la classe ouvrière, de connaître le marxisme à travers tous les ouvrages de Marx (et d'Engels). Certaines catégories de révolutionnaires, dont tout le temps n'est pas rempli par une occupation professionnelle ou les tâches pratiques des militants, peuvent et doivent étudier à fond le marxisme, c'est-à-dire s'assimiler toute sa théorie en même temps que le mettre en pratique. Mais il est aussi nécessaire que le prolétariat possède un minimum de connaissances qui lui serviront pour la lutte quotidienne et pour la « lutte finale ». Chaque ouvrier, chaque paysan, chaque fonctionnaire doit être mis à même de comprendre les buts révolutionnaires du communisme. Et il ne suffit pas pour cela de connaître seulement les exigences immédiates des partis ouvriers et de l'Internationale. Il faut aussi connaître la source et le développement de ces exigences ; pour cela, il faut connaître Marx.

La plupart des communistes français connaissent Marx à travers Lénine. Comment, par exemple, aurions-nous compris les véritables idées de Marx sur l'Etat, sans l'analyse et la reconstruction qu'en a faites Lénine ? Mais cela ne peut pas nous dispenser d'étudier Marx directement ; et si Lénine nous fait comprendre Marx, Marx et Engels eux-mêmes éclairent fortement la pensée et l'action de Lénine. Car l'essentiel de ce que nous avons à apprendre d'eux n'est pas une « doctrine » définie, un ensemble de propositions et de conséquences qui en découlent fatalement, mais une méthode. Plus encore qu'une méthode, ce qui impliquerait un certain mécanisme de la pensée, il serait juste de dire : une direction. L'essentiel de ce que nous avons à recevoir de Marx et de Lénine, c'est une direction. « Notre théorie n'est pas un dogme, mais un fil directeur pour l'action », disaient eux-mêmes Marx et Engels.

Le marxisme n'est pas seulement une « doctrine sociale que le prolétariat doit s'assimiler pour réaliser sa libération et en quelque sorte étrangère à lui », c'est « l'idéologie même du prolétariat en lutte pour sa libération ».

Cette formule permet de dégager le sens réel de l'étude marxiste :

1° En dehors de tout dogme, de toute définition

fixe, le marxisme-léninisme nous oblige à considérer d'abord l'évolution du processus économique au moment présent, de la comprendre par l'évaluation des forces en présence, en fonction de la lutte des classes qui met aux prises les impérialismes et la classe

2° Il se s'agit de cette étude, qui doit être poursuivie d'une manière approfondie, une idéologie, c'est-à-dire des principes d'interprétation et de direction momentanés, qui sont en rapport étroit avec la situation économique et politique mondiale. Le mérite principal de cette idéologie révolutionnaire, c'est qu'elle n'est pas ajoutée, superposée à la réalité ; elle en fait partie, elle est « l'idéologie même du prolétariat en lutte pour sa libération ».

3° Cette idéologie peut alors servir de fil conducteur pour la situation présente, c'est-à-dire servir à dépasser le présent, à prévoir, à pousser dans l'avenir. Il n'y a de victoire du prolétariat mondial qu'à ce prix.

Max Beer envisage Marx lui-même et la formation du matérialisme dialectique de cette façon. Plusieurs chapitres sont consacrés à l'origine hégélienne du marxisme. On comprend comment cette philosophie hégélienne serait demeurée stérile pour la révolution sans l'interprétation véritablement dialectique qu'en a fait Marx, et comment ensuite Marx a pu donner une direction agissante au mouvement historique, non bornée à des définitions, ouverte à l'avenir — grâce à quoi Lénine a pu continuer, sans lui-même l'épuiser, l'action révolutionnaire.

P. N.

BESSANT-MASSNET

L'attaque de Grenelle
Les communistes
en 1796
(Librairie Hachette)

Sous le titre général : *Récits d'autrefois*, la Librairie Hachette publie, à l'usage d'un public populaire, une série d'essais historiques dont la plupart ont trait aux grandes pé-

riodes révolutionnaires de notre pays. Bien que deux parmi ces récits, non publiés d'ailleurs, aient pour auteurs Bourgin (*Les premières journées de la Commune*), et Mathiez (*Le 10 Août*), il n'en est pas moins vrai que ces récits travestissent finalement de la façon la plus abominable, les faits politiques révolutionnaires auxquels ils ont la prétention de s'appliquer. Nous ne cesserons jamais, dans cette revue, de dénoncer véhémentement de telles entreprises dont le but contre-révolutionnaire apparaît de façon aussi nette.

L'habileté de ces malhonnêtes tripoteurs, consiste à paraître observer, au contraire, l'objectivité absolue de l'histoire. Les faits restent, bien sûr ! Mais sous forme de récits, on les présente, ces faits, dans une atmosphère de dénigrement intolérable.

Or, s'il est un soulèvement populaire qui nous soit particulièrement cher, à nous communistes, c'est bien le soulèvement de 1796, que les historiens bourgeois ont appelé la Conspiration des Egaux. Dans cette tentative hardie, faite en plein régime thermidorien, par un groupe de prolétaires, ouvriers et soldats, dirigé par Babeuf pour s'emparer du pouvoir, il nous plaît de trouver en germe quelques-uns des grands principes révolutionnaires socialistes dont Marx et Engels jetèrent, plus tard, les bases scientifiques rigoureuses. Babeuf, comme Saint-Just et comme Robespierre, s'inspirait de cette idée que le pouvoir devait être exercé par le peuple contre la bourgeoisie

(« Les dangers intérieurs viennent des bourgeois », Robespierre. « Ayons souci d'écarter (du pouvoir) tout ce qui n'est pas peuple », Babeuf). Le « Bonheur commun », de Babeuf, c'est, à proprement parler, un premier programme socialiste. Chacun doit exercer obligatoirement « l'agriculture ou les arts mécaniques ». Le salariat doit être aboli; les produits de travail répartis justement par les assemblées municipales; les enfants élevés collectivement, etc... Les oisifs et les égoïstes n'ont rien à faire dans une telle société. Le bannissement est réservé « à quiconque veut acquérir des terres, former des banques », etc. Toutes ces idées, Babeuf les exprima avec une rigueur surprenante dans son « *Tribun du Peuple* ».

Dénoncé au Directoire par un traître qui s'était glissé parmi les Egaux, un officier nommé Grisel, Babeuf et les principaux chefs du mouvement furent arrêtés avant que le plan d'insurrection fût prêt. Mais les conjurés, dont Drouet avait pris la tête, tentèrent un coup de main sur le camp de Grenelle où ils avaient des affiliés parmi les soldats. Leur tentative avorta. Le 10 octobre 1893, le dernier groupe de babouvistes faits prisonniers à Grenelle, fut fusillé sommairement.

Babeuf et quarante-six autres inculpés ne comparurent en Haute Cour qu'en février 1797. Babeuf et son ami Darthé furent condamnés à mort et exécutés le lendemain même du jugement.

C'est cet admirable épisode révolutionnaire, dont la librairie Hachette a prétendu nous présenter un récit impartial. Or, ces pages sont franchement écumantes. Babeuf est présenté sous les traits d'un dégénéré, agri par une vie de misères et de souffrances, exaspéré, ambitieux, féroce. « *Voilà le fond de la doctrine, l'évangile de Bonheur commun*, écrit M. Besant-Massenet: *Tuer le bourgeois, tout ce qui porte le caractère bourgeois, relever par écrit les noms des principaux bourgeois avec un état des marchandises ou provisions qu'ils sont présumés détenir chez eux, et, le jour venu, récupération générale : vider les coffres, visiter les caves.* »

Ne croirait-on pas vraiment que ces lignes ont été coupées dans un article du *Temps* sur le bolchevisme?

Malgré ses prétentions à l'objectivité, l'auteur de ce livre infâme ne peut cacher sa joie de voir l'insurrection écrasée par les troupes de Carnot. L'attaque de Grenelle, il la représente menée par une bande d'ivrognes « dont beaucoup (furent arrêtés) affalés, cuvant leur vin... » Il dépeint ainsi, en Versaillais qu'il est, la répression : « *Sur le boulevard (de Grenelle), des témoins de l'affaire, des « bourgeois », des femmes, aident les patrouilles dans leur besogne, leur indiquent au passage les figures qu'ils reconnaissent. Un signe et l'homme suspect est saisi, fusillé, poussé au violon le plus proche... » ; et, plus loin, ces lignes : « Le peuple, on l'a dit, ne voulait plus de révolution étant fatigué de tant d'expériences. Hormis quelques perturbateurs, qui sont presque tous des étrangers (naturellement, comme aujourd'hui!) personne ne veut plus révolutionner... *Dure leçon pour tous les besogneux, les énergumènes, les dévoyés et les fous, pour tous les doctrinaires despotiques et sans scrupules qui, toujours, fondront le succès de leur cause sur les convoitises les plus sourdes et les pires rancunes. Il advint, en cette occurrence, ce qui arrive toujours : les petits avaient payé pour les gros...* »*

Nous arrêtons là notre compte rendu. De tels écrits sentent d'assez près leur cafard. Nos lecteurs nous permettront de refermer ce livre avec colère.

M. F.

NOTES

LE CROISEUR POTEMKINE

Les Français sont trop petits pour connaître la vérité.

LE CROISEUR POTEMKINE (1905) ne sera pas mis sous les yeux des Français. Cependant, tous ceux qui assistaient à la représentation privée du Ciné-Club, ont pensé de ce film qu'il était le plus beau qu'on ait jamais vu. C'est qu'il règne ici la lumière de l'histoire. On sait qu'un gouvernement Poincaré ne la supporte pas.

Ce qu'il faut aux Français, qui aiment les beaux uniformes qu'on leur prépare pour une guerre prochaine, ce sont des parades qui travestissent en idylles les horribles réalités. Ah, le *Croiseur Potemkine* n'est pas comparable à la production des films de guerre américains et français, si pleins de sentiments patriotiques et d'idioties matérielles. Ah, nous sommes loin de ces tranchées de carton, de ces morts héroïques, une main sur le cœur. Le metteur en scène, j'hésite à lui donner ce nom profané, n'a reculé devant rien. Imaginez-vous qu'on voit de la vraie viande pourrie à l'écran, avec de vrais vers grouillants, comme ceux que le tzar donnait à manger à ses marins. Imaginez-vous que dans les tableaux de la répression à Odessa, on assiste à des massacres de femmes et d'enfants, avec le sang, et les crânes piétinés, et des balles reçues dans les yeux, et les ventres crevés, enfin des massacres qui ne ressemblent en rien à ceux que nos braves Français ont tous contemplés dans les pages de l'Histoire Sainte, quand ils allaient au catéchisme avant de devenir de bons libres penseurs tolérants.

Je crois que le censeur de la Préfecture a dû se dire en sortant : « Les Russes ignorent l'eau de rose, il faudra que nous leur en fournissions, nous autres Français spécialistes en la matière. Nous ne montrerons pas à nos sujets ces horreurs. Ils pourraient s'imaginer que nos agents les frappent la prochaine fois que ceux-ci frapperont. Et puis, qu'est-ce que c'est? Il me semble que j'ai vu des officiers jetés par dessus bord? Et par leurs matelots? Ce dernier point est intolérable ».

Cependant, mon bonhomme, je dois te dire qu'il est exact que des marins en 1905 ont foutu à l'eau leurs gradés. Cela est. Toutes les interdictions n'y feront rien. Ni à plusieurs autres choses non plus. Passées. Présentes. A venir. Cependant, il ne faut pas le dire au peuple, hein? C'est réservé aux gens qui offrent contre les sentiments révolutionnaires la solide garantie de leurs dépôts bancaires. Réservée la vérité, comme la science, la philosophie, et même la pornographie. Bien, bien, Monsieur, attends seulement que sans rien dire, comme au cinéma, on jette par dessus bord plusieurs personnages gênants. Tu me comprends à demi-mot. Tu as ce qu'on appelle l'intelligence de gauche.

Le *Croiseur Potemkine* est le plus beau film qu'on ait jamais fait. C'est pourquoi vous ne le verrez pas. Il est absurde de dire encore que c'est un film. Laissons ce mot à Mary Pickford. Quand, avant que tout commence, apparaît à l'écran l'annonce qui nous apprend que ce film ne contient pas de vedette, qu'il est l'œuvre des travailleurs russes qui ne cherchent

point de fin personnelle, je défie un homme qui a le sentiment de la grandeur et le sens de la morale de ne pas éprouver cette émotion qui ne le quittera plus de toute la durée du film et qui est tout ce qui fait encore la dignité humaine sous un régime abject, et la surveillance subie des mouchards.

L. A.

« 900 » : revue fasciste

Il vient de paraître sous le titre « 900 » *Cahiers d'Italie et d'Europe*, une revue singulière : fondée par deux Italiens, qui se sont adjoints un Espagnol R. Gomez de la Serna, un Anglais James Joyce, un Allemand Georg Kaiser, un Français P. Mac Orlan, elle paraît en français à Rome et Florence. La presse littéraire française s'est félicitée de ce succès de la langue diplomatique universelle. Mais que signifie au juste cette entreprise? Le premier cahier a deux cent pages. Dans les réclames qui l'accompagnent, je relève : les banques *Mercantile dei Magazzini Generali, dell' Umbria, Mobiliare*, les revues fascistes *l'Italiano, Critica fascista, La Conquista dello Stato*, ainsi que des réclames pour les livres des deux fondateurs Massimo Bontempelli et Curzio Malaparte. Ce dernier est justement le directeur de *La Conquista dello Stato*, revue politique. Les textes de la revue sont traduits en français de l'Italien, de l'espagnol, du russe, etc. Il est vrai que Massimo Bontempelli désire renseigner l'Italie sur ce qui se passe ailleurs : « *Il est urgent que l'Italie, après un long repos qui a semblé épuisement ou mort, se prépare à cette tâche (une reprise méditerranéenne) en se mettant rapidement et consciencieusement au courant de tout ce qui s'est développé et a achevé sa maturité particulière dans le restant de l'Europe* ». C'est pourquoi on traduit en français la prose d'un russe nommé Mouratoff, qui écrit des *Images d'Italie* ; de l'Italien, un article sur la musique de Verdi et une description poétique d'une plage italienne, un conte qui nous donne idée du goût des Italiens pour l'expansion coloniale, et je m'arrête. Dans l'éditorial de Bontempelli, on peut lire :

« A l'heure actuelle, il y a en Europe deux tombeaux de la démocratie du XIX^e. L'un est à Rome, l'autre à Moscou. A Moscou, le tombeau est gardé par des fauves mystérieux qui grattent le sol. A Rome par des patrouilles de jeunes faucons qui, à force de regarder le soleil, finiront peut-être par influencer son cours... », et plus loin... « Nous nous méfions de toute internationale..., nous nous sentons éperduement romains... Vue de là-bas, Rome est plus grande que New-York. »

Le titre de la revue enfin est emprunté à un groupe de peintres italiens qui ont une revue : *Il novecento italiano*, c'est-à-dire comme ils comptent là-bas, le XX^e siècle italien. 900 signifie 1900, et dit M. Bontempelli tire son origine d'un « point de vue spécialement italien ». Ajoutez à cela que ces gens qui m'ont demandé ma collaboration, ont, par ailleurs, écrit André Breton et à Robert Desnos en leur disant qu'ils payaient jusqu'à 400 francs l'article et espéraient dépasser ce chiffre.

Nous ne doutons pas un instant qu'il s'agisse là d'une revue alimentée par les fonds d'Etat, soutenue par les banques fascistes, dans un but pur et simple de propagande panitalienne. Mais que dire alors de ceux qui prêtent les mains à cette propagande? Malgré le tarif de la collaboration, ils sont achetés à bien bon marché, et je me demande en

particulier ce que Georg Kaiser peut bien faire là. Que dire alors de Philippe Soupault qui m'a confirmé en présence de vingt personnes que tous les écrivains italiens étaient achetés par Mussolini excepté Papini, qui est payé par le pape? D'ailleurs son nom voisine au sommaire avec celui d'un certain Goll, de peu d'importance, mais que Soupault accuse d'autre part des pires choses, et qui écrit des livres sur Germaine Berton. La moralité de tout ceci n'est-elle pas donnée par une note d'un nommé Nino :

« *Nous qui sommes tous un peu Rimbaud*, pardonnez du peu, « *si nous essayions plutôt d'être des Victor Hugo?* » en effet, pourquoi pas? « *Cela vaudrait mieux pour notre santé.* » Chéri! « *Où alors, pour de bon, le départ en Abyssinie, pour y traiter des affaires d'or.* » L'or, voilà le mot lâché, et ils le répètent tous avec fièvre. Ils ne pensent qu'à l'or. Ils sont vendus et toujours encore à vendre. Pour cela tous les moyens sont bons jusqu'aux revues littéraires, qui cachent des fins politiques, et dans tous les pays ces intrigants cupides trouvent et reconnaissent leurs semblables qui, pour quelques sous, les aideront toujours.

L. A.

Encore les appels de l'Orient

Les « appels de l'Orient » qui agitent nos gens de lettres intéressent assez peu le prolétariat révolutionnaire (1). Clarté a dit son sentiment à ce propos, dès le début de 1925. Cet artifice Orient-Occident que colorent mal tant de mots sonores et creux n'est, au fond, qu'un prétexte pour attirer la clientèle dans les boutiques concurrentes : Retour au Thomisme, Classiques de l'Orient, Cosmopolitique de la rue des Saints-Pères, Humanisme pseudo-oriental, etc... Ces anodines controverses judicieusement commercialisées, se raniment de temps à autre. Elles l'ont été dans le numéro d'octobre de la *N. R. F.*, par M. Ramon Fernandez, qui passe en revue quatre récents volumes ayant quelques rapports avec ce « grandiose » débat. Je ne mets pas en doute la subtilité bourgeoise de M. Ramon Fernandez. Mais il est certain que la presque totalité de l'inspiration de ce critique — après tant d'autres — n'est qu'artifice et puérité. Pour le restant, mauvaise foi ou obnubilation. De même qu'il est vain de regretter la disparition d'un Orient archaïque (avec son cortège de valeurs) qu'a précisément tué l'industrialisme occidental, il est aussi enfantin d'accuser l'Orient d'un malaise (!) au terme duquel on espère un redressement de l'Occident. Il faut cependant bien que M. Ramon Fernandez admette que l'Orient ne nous a jamais imposé ses missionnaires et ses vices à coups de canon. Serait-ce donc l'agresseur qui aurait contracté en étreignant le monde jaune quelque maladie secrète? Mais là encore il y a tellement de superfluités grandiloquentes, qu'on ne se laisse guère prendre à ces angouilles factices. Ce débat, en ce qui concerne la vie des sociétés occidentales, est d'un vide parfait. Pour le garnir, nos doctes dispensateurs de lumière se bombardent de Descartes, de Proust, de Spinoza...

Certes, il y a pour l'homme d'Occident des problèmes asiatiques. Ce sont des problèmes posés en termes concrets avec des usines, des dollars et de la chair à travail et dont la solution dépend de la force.

Jean MONTREVEL.

(1) *Nouvelle Revue Française* du 1^{er} octobre 1926.

"Clarté" continue...

DECLARATION

Clarté vivra. C'est son public même qui veut que Clarté vive. Les centaines de lettres que nous avons reçues sont formelles. « Oui, Clarté a une valeur révolutionnaire ; Oui, il est nécessaire qu'elle continue à paraître. »

Ceci posé, il ne reste plus qu'à résoudre des difficultés d'ordre matériel. Celles-ci sont sérieuses. Nous le savons, notre public le sait — nous en avons surmonté d'autres dans le passé. Nous surmonterons nos difficultés actuelles.

Nous demandions, avant de reprendre notre tâche à être fixés sur un point essentiel. Les lecteurs de Clarté faisaient-ils oui ou non confiance en ses dirigeants actuels ? Cette confiance s'est exprimée de la façon la plus totale. Nos amis nous disent : « Continuez, vous êtes ENFIN dans la bonne route. Allez de l'avant, nous vous soutiendrons. » C'est bien, nous irons donc de l'avant.

Nous considérons comme définitivement liquidées les discussions intérieures passées. Et nous nous sentons suffisamment sûrs de nous pour pouvoir affirmer qu'il n'y aura plus de discussions intérieures à Clarté. La ligne tracée dans les premiers numéros de la nouvelle série sera continuée.

C'est sur l'ensemble de ces trois numéros que nous demandions à être jugés. Nous l'avons été.

Clarté va donc reparaitre régulièrement chaque mois, le 15 de chaque mois. Cette régularité sera scrupuleusement observée. Notre numéro comportera le nombre de pages que nos ressources matérielles nous permettront de lui assurer. Mais il paraîtra.

À nos amis, à nos abonnés, à nos lecteurs d'assurer ces ressources.

Pour la rédaction de Clarté :

Marcel FOURRIER,
Pierre NAVILLE,
VICTOR-SERGE

P.-S. — L'ensemble des réponses qui nous sont parvenues nécessite une étude globale que nous ferons dans un prochain numéro. Que ceux de nos abonnés qui n'ont pas encore répondu — pour une raison ou pour une autre — le fassent donc maintenant dans le plus bref délai. Le 31 décembre nous fermerons notre dossier. Dans le courant de janvier, nous organiserons avec nos correspondants le travail de la revue.

Situation Financière de la Revue

SEPTEMBRE			
Recettes		Dépenses	
Abonnements ...	492 »	Administration ..	1.250 »
Vente au N°	2.531 20	Frais d'envois ..	89 70
Publicité	460 »	Frais généraux ..	1.121 05
Ventes librairie ..	43 35		
Souscriptions ...	25 »		2.460 75
Divers	201 35		
	3.753 40		
OCTOBRE			
Abonnements ...	573 »	Administration ..	600 »
Vente au N°	19 »	Clichage	252 60
Ventes librairie ..	97 70	Frais généraux ..	1.366 80
Divers	4 65	Remboursements	
Souscriptions ...	450 »	à fournisseurs.	1.189 10
	1.144 35		3.408 50
NOVEMBRE			
Abonnements ...	1.875 65	Impression (n° 3)	2.470 »
Ventes au N°	1.033 85	Frais d'envois	
Souscriptions ...	2.532 »	(n° 3)	242 15
Amis de Clarté ..	1.805 »	Administration ..	600 »
Ventes librairie ..	107 45	Frais généraux ..	715 25
	7.403 95	Circulaires	333 75
			4.361 15
RECAPITULATION :			
	Recettes	Dépenses	
En caisse au 1 ^{er} septembre.	2.823 »	2.823 »	
Septembre	3.753 40	2.460 75	
Octobre	1.144 35	3.408 50	
Novembre	7.403 95	4.361 15	
	15.124 70	10.230 40	

La situation financière de la revue présente une légère amélioration par suite des diverses souscriptions qui nous sont parvenues dans le courant du mois dernier. Mais il convient de faire remarquer que sur les dépenses ne figurent pas les frais d'achat de papiers du N° 3. Il convient de hâter la rentrée des recettes d'abonnements pour nous permettre de faire face aux besoins du papier pour nos prochains numéros. D'autre part, nous aurons en janvier d'importantes échéances.

Nous adressons de nouveau un pressant appel à tous nos amis, abonnés et lecteurs pour nous aider financièrement à remonter un courant difficile. Notre souscription reste ouverte.

1^{re} LISTE DE SOUSCRIPTION

Loeb, 300 fr. — Quaglino, 100 fr. — P... V... 50 fr. — Lavauchy, 20 fr. — Lovérini, 5 fr. — Vanbeginne, 10 fr. — Rott, 500 fr. — Pontremoli, 10 fr. — Cacouault, 20 fr. — Anonyme, 5 fr. — Calixte, 10 fr. — Robert, 20 fr. — Louvez, 25 fr. — Parratte, 20 fr. — Bisser, 25 fr. — Lepape, 10 fr. — Huber, 10 fr. — Neveu, 50 fr. — Barthelemy, 10 fr. — Vidal, 50 fr. — Capier, 10 fr. — Dérigon, 100 fr. — Vimont, 25 fr. — Mercier, 15 fr. — Monfort, 25 fr. — Cottard, 15 fr. — Ruh, 50 fr. — Bédée, 100 fr.



PHOTO HARLINGUE
Reproduction d'une photographie
de propagande circulant en Italie.

HISTOIRE DE MUSSOLINI

LA VÉRITÉ SUR LE FASCISME

UN VOLUME sous couverture toilée..... 15 frs

KRA, Éditeur

BUREAU D'EDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITE

132, Faubourg Saint-Denis, PARIS (10^e)

Téléph.: Nord 07-51 97-32

C. C. postaux 943-47

R. C. Seine 363.472

ALMANACH OUVRIER & PAYSAN 1927

Abondamment illustré, il est loin d'avoir le caractère pu-d'homme ou boulevardier des Almanachs bourgeois; même dans sa forme utile et agréable, c'est encore une œuvre vigoureuse.

Vivant et instructif, l'Almanach Ouvrier et Paysan a sa place dans tous les foyers.

Un fort volume : 6 fr. 50; franco : 7 fr. 50.

En vente dans toutes les Librairies et Kiosques.

M. I. Kalinine : Que fait le pouvoir soviétique pour réaliser la Démocratie ?

32 pages..... 1 fr.

Cet exposé, simple, populaire, marqué au bon sens paysan, est écrit par le Président de l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Il dégage avec précision les formes vraies démocratiques des différentes institutions, leur oppose les restrictions actuelles des libertés ouvrières et parlementaires des pays capitalistes européens.

C'est une contribution intéressante à l'histoire politique et administrative de la Nouvelle Russie.

VIENT DE PARAÎTRE :

LOUIS ROYA

HISTOIRE DE MUSSOLINI

LA VÉRITÉ SUR LE FASCISME

UN VOLUME sous couverture toilée..... 15 frs

KRA, Éditeur

I. K. Naumov : Journées d'Octobre.

112 pages, in-16 jésus..... 3 fr. 50

Naumov, qui revit en Udoroff le héros de son récit, était, en 1917, membre d'un Comité de rayon du Parti à Pétersbourg. Ce sont ses souvenirs qu'il rappelle en une sorte de film, où revivent les épisodes de la Révolution d'octobre. La préparation du mouvement dans les usines, les hésitations du dernier moment, la lutte dans les rues, la prise du Palais d'Hiver, et les premières difficultés, quand on eût pris la barre.

Tout cela raconté d'une façon vive, alerte, par petits tableaux successifs et débordants de vie.

I. Staline : Les Questions du Léninisme.

392 pages..... 20 fr.

G. Zinoviev : Le Léninisme.

332 pages..... 14 fr.

Voilà deux ouvrages dont la lecture attentive permettra à tous les esprits curieux de suivre la lutte politique engagée entre les dirigeants de la Russie soviétique, entre Staline et Boukharine, d'une part, Zinoviev et Trotsky, de l'autre. Les questions des rapports entre la classe ouvrière et la paysannerie socialiste en U. R. S. S. y sont débattues avec la passion et l'esprit d'analyse qui caractérisent les disciples de Lénine.



Les Éditions Rieder

7, Place Saint-Sulpice, Paris-VI^e



PANAÏT ISTRATI

KYRA, KYRALINA
ONCLE ANGHEL
PRESENTATION DES HAIDOUCS
DOMNITZA DE SNAGOV

et

Codine

JOSEPH JOLINON

LE VALET DE GLOIRE
LA TÊTE BRÛLÉE
LE MEUNIER CONTRE LA VILLE

et

La
Paroissienne

Chacun de ces volumes in-16, broché..... 10.50

Viennent de paraître dans la Collection

PROSATEURS FRANÇAIS CONTEMPORAINS

EDITIONS DE LA
NOUVELLE REVUE
FRANÇAISE

nrf

3, RUE DE GRENELLE
PARIS-VI^e

TÉLÉPHONE : FLEURUS 12.27

NOUVEAUTE :

COLLECTION « LES JEUNES RUSSES »

BORIS PILNIAK

L'ANNÉE NUE

Roman traduit du russe par L. BERNSTEIN et L. DESORMONTS

- « C'est une affirmation pure et simple de l'énergie créatrice du bolchevisme, un cri d'admiration, sans plus. » VICTOR-SERGE. *Clarté*, 1923, n° 31.
- « Un souffle a passé sur Pilniak. Ne commence-t-il pas à croire que du neuf et du grand se créent chez nous? » KARL RADEK. *L'Humanité*, 30-9-26.
- « Pour ceux qui n'ont pas encore rencontré sur leur route Boris Pilniak, voici l'occasion de faire connaissance avec l'un des trois ou quatre plus mâles jeunes écrivains de la Russie nouvelle... La version française de ce livre dur et dense est en tout point digne de l'original, d'une fermeté et d'un bonheur étonnants. LÉON BAZALGETTE. *L'Humanité*, 3-11-26.